

De Sandino aux *contras* Formes et pratiques de la guerre au Nicaragua

Gilles Bataillon

De 1978 à 1987, la vie politique nicaraguayenne a été marquée par la prédominance des affrontements armés. Le pays a en effet connu deux guerres civiles. La première opposa de 1978 à juillet 1979 le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), le Parti conservateur, les sociaux-chrétiens et les communistes, les syndicalistes de toutes obédiences à Anastasio Somoza Debayle et ses partisans et pris fin avec la défaite du dictateur. La seconde mit aux prises de 1982 à 1987 le nouvel État dominé par les sandinistes à une nébuleuse d'opposants, la Contra, composée de dissidents du sandinisme, d'anciens partisans de Somoza et de l'organisation indienne de la côte Caraïbe. Ces deux guerres se traduisirent par des affrontements particulièrement meurtriers entre les groupes armés, mais les populations civiles ne furent jamais à l'abri des cruautés des différents clans combattants, bien au contraire. Chacune de ces guerres civiles vit les parties en présence faire largement appel à l'aide étrangère. Enfin, les motifs religieux furent étroitement imbriqués aux motifs politiques.

Deux interprétations de ces guerres ont été avancées. L'une met l'accent sur les facteurs internes, tant sociaux que politiques ; l'autre souligne le rôle décisif des interventions extérieures. La première, à laquelle est associé le nom d'Edelberto

Que soient remerciés Jorge Alaníz Pinell, Antonio Annino et Jean Meyer, dont les suggestions m'ont permis d'améliorer les premières versions de ce texte, fruit d'une recherche conduite au CIDE (Mexico).

Torres Rivas¹, insiste sur la déstructuration des relations sociales induite par le développement socio-économique que connut le Nicaragua à partir des années 1960. Elle voit dans ces phénomènes le moteur des mouvements revendicatifs et des révoltes qui se multiplièrent à partir de la fin des années 1970. Elle souligne aussi le bouleversement des équilibres régnant au sein des classes dominantes, qui favorisa « la fuite en avant » d'une tyrannie incapable de se réformer et, à partir de 1982, le choix de l'option armée par « l'opposition bourgeoise » aux sandinistes, au pouvoir à partir de 1979. Ces explications se combinent avec un raisonnement inspiré du fonctionnalisme. Les acteurs socio-politiques auraient été conduits à « radicaliser » leurs options du fait de l'incapacité du « système politique » à absorber les demandes venant de la société, tant à l'époque d'Anastasio Somoza que pendant celle, sandiniste, de Daniel Ortega. Une telle incapacité des gouvernements somoziste puis sandiniste à faire droit aux demandes des acteurs sociaux ne leur aurait laissé d'autre choix que de se rallier aux options armées les plus radicales, le FSLN à la fin des années 1970, la Contra au seuil des années 1980. L'autre interprétation explique les deux guerres civiles par le jeu des rivalités impériales². Comme le souligne Alain Touraine, la lutte armée menée par le Front sandiniste aurait été à partir de 1974 une « guerre de libération nationale ou même une guerre de création nationale³ ». La guerre entre *contras* et sandinistes témoignerait en retour de la volonté du président Reagan et de ses conseillers de mettre au pas une nation aspirant à une souveraineté pleine et entière dans une zone qui fut sous leur contrôle direct depuis le début du xx^e siècle. Font pièce à cette interprétation ceux qui, en retour, soulignent la volonté d'expansion soviétique dans « l'arrière-cour » de la « République impériale » selon l'expression de Raymond Aron, *via* son appui à la Cuba de Fidel Castro⁴.

Nul doute que ces explications n'aient eu le mérite de souligner des phénomènes à l'arrière-plan de ces deux guerres civiles. Les structures sociales nicaraguayennes ont bel et bien été bouleversées au cours de deux décennies de modernisation accélérée. Mais, contrairement à ce qu'avancent bien des explications dépendantistes, ces transformations ne conduisirent pas seulement « à l'appauvrissement des classes populaires et à leur marginalisation », et par conséquent à leur révolte ; elles allèrent de pair aussi avec l'apparition de sentiments d'injustice qui, à l'évidence, jouèrent un rôle décisif dans les mobilisations de larges secteurs de la société nicaraguayenne, tant lors des affrontements contre Somoza en 1979 que contre les sandinistes à partir de 1981. De même, si la thèse de la « radicalisation » ou celle des conflits de puissance entre un nationalisme émergent et les

1 - EDELBERTO TORRES RIVAS, *Para entender la crisis centroamericana, los hechos que formaron la crisis*, San José, Icadis, 1985, et *Id.*, *Crisis del poder en Centroamérica*, San José, EDUCA, 1986.

2 - ROBERT LEIKEN (éd.), *Anatomy of a conflict*, New York, Pergamon Press, 1984.

3 - ALAIN TOURAINE, *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 338.

4 - RODOLFO CERDAS, « New directions in Soviet policy towards Latin America », *Journal of Latin American studies*, 21, 1, 1983, pp. 3-19 ; *Id.*, « Perestroika y revolución: los cambios en la política soviética hacia América central », *Anuario de estudios centroamericanos* (San José), 15, 2, 1989, pp. 5-25.

visées impériales des États-Unis ont à l'évidence quelques fondements, on ne saurait pour autant expliquer ces deux guerres civiles nicaraguayennes seulement en termes de « blocage » du jeu politique ou de lutte de « libération nationale ».

Je me propose donc de me détacher de telles explications pour tenter une autre interprétation de ces deux guerres⁵. Quelles que soient leurs spécificités socio-politiques, elles paraissent aussi s'inscrire dans la continuité d'une série d'affrontements armés qui marquèrent la vie politique de tout le xx^e siècle nicaraguayen; affrontements dont elles représentent des formes paroxystiques et, ce faisant, en constituent sans doute le *terminus ad quem*. En effet, loin d'être des moments atypiques dans l'histoire nicaraguayenne du siècle passé, ces deux guerres semblent bien souvent la poursuite ou la reprise de gestes dont les premières manifestations sont attestées dès le début du siècle lors des affrontements entre libéraux et conservateurs, et tout particulièrement au cours du soulèvement d'Augusto César Sandino de 1927 à 1934 contre le général Emiliano Chamorro et l'occupation nord-américaine du pays. Il importe donc de commencer par retracer le continuum des actions guerrières dans lequel s'inscrivent la guerre civile de 1978-1979, puis l'affrontement sandinistes/*contras* de 1979-1987. L'ancrage de ces deux guerres dans un « temps long » de la violence nicaraguayenne permettra ensuite d'analyser comment, tout au long du xx^e siècle, la violence fut une modalité d'action légitime et codifiée, et comment celle-ci permit tout à la fois l'apparition de nouveaux acteurs socio-politiques et l'accès légitime de ceux-ci à des ressources économiques. On montrera quelles furent les modalités de structuration interne de ces acteurs. On tentera aussi de cerner la « culture politique » dans laquelle s'inscrit cette succession d'épisodes de violence. Il restera à marquer la spécificité des deux conflits au regard de ce continuum guerrier. On s'interrogera pour finir sur le basculement qui s'est fait jour lors de la fin de l'affrontement *contras*/sandinistes et pendant le mandat présidentiel de Violeta Barrios de Chamorro (1990-1996).

Un continuum guerrier

Par-delà les apparentes périodes de stabilité que furent le gouvernement du général Zelaya (1893-1909), la première occupation nord-américaine (1912-1925), le long règne de Somoza García, puis ceux de ses fils et de René Schick Gutiérrez (1956-1979), les affrontements armés et les épreuves de forces entre les différentes factions politiques et leurs alliés étrangers non seulement scandèrent en permanence le xx^e siècle nicaraguayen, mais en constituèrent à bien des égards la trame. Les périodes de paix civile ne furent jamais exemptes de démonstrations de force des parties en présence, qui firent très régulièrement appel aux puissances étrangères, et tout spécialement aux États-Unis. C'est dire à quel point, du début du

5 - J'ai analysé en détail ces explications des conflits dans un travail antérieur, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, pp. 157-229.

Le Nicaragua au xx^e siècle : chronologie politique

- 1893-1909: Révolution libérale du général Zelaya.
- 1912-1925: Première occupation nord-américaine du Nicaragua, succession de gouvernements conservateurs.
- 1916: Traité américano-nicaraguayen Bryan-Chamorro.
- 1925: Coup d'État du général Emiliano Chamorro.
- 1926-1933: Deuxième occupation nord-américaine du Nicaragua.
- 1927-1934: Soulèvement du général libéral Augusto César Sandino.
- 1928: Élection à la présidence du candidat libéral, José María Moncada.
- 1932: Élection à la présidence du candidat libéral Juan Bautista Sacasa.
- 1936: Renversement du président Sacasa par Anastasio Somoza García à la veille des élections qui consacrent par la suite la victoire de Somoza.
- 1939: Réforme constitutionnelle qui étend les pouvoirs présidentiels d'Anastasio Somoza jusqu'en 1947.
- 1944: Manifestations à Managua contre une possible réélection d'Anastasio Somoza García.
- 1947: Élection de Leonardo Argüello à la présidence de la République; Anastasio Somoza renverse le président de la République.
- 1948: Tentative d'invasion de la Legión Caribe depuis le Costa Rica.
- 1950: Mort du président en exercice, Somoza est nommé président intérimaire, puis élu président.
- 1954: Tentative d'invasion depuis le Costa Rica en parallèle à un coup d'État manqué de certains officiers de la Garde contre le général Anastasio Somoza García.
- 1956: Assassinat du général Anastasio Somoza García, vague de répression sans précédent contre les opposants de tous bords.
- 1957: Élection de Luis Somoza à la présidence de la République.
- 1958: Renaissance de maquis des vétérans des guerres sandinistes.
- 1959: Tentative d'insurrection à Olama y Mollejones, appuyée par une grève générale.
- 1961: Formation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN); départ de Puerto Cabezas des combattants cubains anti-castristes qui débarquent à Cuba et sont défaits dans la baie des Cochons.
- 1963: Élection de René Schick Gutiérrez à la présidence de la République.
- 1963-1977: Maquis et coups de main du FSLN.
- 1967: Élection d'Anastasio Somoza Debayle à la présidence de la République.
- 1971: Accord entre Anastasio Somoza Debayle et le chef de file des conservateurs afin de constituer une junte de gouvernement provisoire et repousser les élections jusqu'à 1974.
- 1972: Tremblement de terre à Managua (9 000 victimes, 50 000 maisons détruites).
- 1974: Proclamation d'une nouvelle constitution. Attaque de la maison de José María Castillo, ministre de Somoza par le FSLN.
- 1975: Proclamation de l'état de siège.
- 1978-1979: Révolution sandiniste.
- 1979-1982: Coups de main des Milices populaires antisandinistes (Milpas).
- 1982-1987: Guerre civile *contras*-sandinistes.
- 1987: Accords de Sapoa, cessez-le-feu entre la Contra et l'armée.
- 1990: Élections générales, victoire de l'Union nationale d'opposition aux dépens du FSLN.

siècle aux années 1980, le jeu politique nicaraguayen s'inscrit sur fond d'un continuum guerrier où l'immixtion des puissances étrangères fut la norme.

Prenons un premier repère en examinant les seize années de la présidence du général Zelaya. Sans doute parvint-il à entraver les guerres entre les libéraux de León et les conservateurs de Granada, incessantes au XIX^e siècle. Sans doute réussit-il aussi à tenir tête aux Britanniques et put-il établir la souveraineté du Nicaragua sur la côte atlantique, sous le protectorat de ces derniers depuis le XVII^e siècle⁶. Sans doute put-il, enfin, appuyer militairement ses homologues libéraux tant au Honduras qu'au Salvador et au Costa Rica, essayant de jeter les bases en 1905 d'une República mayor de Centroamérica. Mais tant cette dernière tentative que son projet de construire une future voie d'eau entre l'Atlantique et le Pacifique passant par le Nicaragua, en faisant appel à des capitaux allemands, rencontrèrent l'opposition décidée des États-Unis. Mieux, alors que, depuis l'échec de la tentative de William Walker de transformer le Nicaragua en État esclavagiste intégré à la confédération sudiste (1860), les États-Unis étaient tenus en lisière de la scène politique nicaraguayenne, ils surent s'immiscer durablement dans le jeu politique national en appuyant pas moins de cinq soulèvements armés des conservateurs ou des opposants libéraux à Zelaya. Si le général libéral put écraser ces tentatives de coups de force, il n'en finit pas moins par être renversé en 1909 par un complot des conservateurs qui trouvèrent d'autant plus facilement un appui auprès du gouvernement nord-américain que celui-ci était une fois de plus en lutte avec le Nicaragua au lendemain de la décision de Zelaya de mettre fin à certaines concessions fiscales faites à des compagnies nord-américaines.

En 1911, suite à une initiative malheureuse du président conservateur provisoire, Adolfo Díaz, qui relança la guerre civile entre conservateurs et libéraux, les États-Unis intervinrent pour la première fois militairement en dépêchant un contingent d'infanterie de marine, dont les effectifs passèrent rapidement d'une centaine d'hommes à deux mille sept cents. Ce « protectorat⁷ » des États-Unis (1912-1925) permit aux conservateurs d'asseoir temporairement leur hégémonie. Il eut pour corollaire la signature en 1913 d'un traité entre les secrétaires d'État nord-américain et nicaraguayen William Jennings Bryan et Emiliano Chamorro, qui concéda aux États-Unis l'exclusivité des droits sur le Río San Juan, ainsi que l'usage des îles du Maïs et du golfe de Fonseca pour leur marine de guerre. Les États-Unis eurent parallèlement la haute main sur les finances nicaraguayennes, tout comme sur la rédaction d'un projet de loi électorale approuvée en 1924, en vigueur jusque dans les années 1960.

En 1925, le retrait des troupes américaines entraîna immédiatement la reprise de la guerre entre libéraux et conservateurs, suite au coup de force du général conservateur Emiliano Chamorro contre le candidat libéral aux élections, Juan

6 - Pour une mise au point sur ces rivalités pour le contrôle de la côte atlantique nicaraguayenne, se reporter à CRAIG L. DOZIER, *Nicaragua's Mosquito shore. The years of British and American presence*, Montgomery, The University of Alabama Press, 1985.

7 - L'expression est de KNUT WALTER, *El régimen de Anastasio Somoza, 1936-1956*, Managua, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica/Universidad Centroamericana, 2004.

Bautista Sacasa. Les libéraux reçurent l'appui du président mexicain Plutarco Elias Calles, alors en conflit avec les États-Unis. Fort de cet appui diplomatique et militaire du Mexique et d'un incontestable soutien populaire, les libéraux prirent rapidement l'avantage militaire sur leurs rivaux conservateurs qui firent à nouveau appel aux États-Unis, lesquels envoyèrent un corps expéditionnaire. En 1928, après la signature d'un pacte entre libéraux et conservateurs, le général libéral José María Moncada fut élu président de la République. Les troupes nord-américaines ne quittèrent pas pour autant le pays, mais s'y maintinrent jusqu'en 1933, c'est-à-dire au lendemain des élections de 1932 qui virent la victoire du candidat libéral, Juan Bautista Sacasa⁸.

Alors que lors de leur première occupation les États-Unis n'avaient pas rencontré d'opposition majeure, la deuxième occupation suscita de vigoureuses protestations sur le plan international et l'opposition armée d'un général libéral dissident, Augusto César Sandino. Son nom devint un symbole de la lutte anti-impérialiste, car son combat ne prit fin qu'avec le départ des Marines. En effet, jusqu'alors, les guerres internes au Nicaragua et les interventions des États-Unis dans ce pays avaient certes attiré l'attention des Centre-Américains – que l'on pense à l'écho du poème de Rubén Darío : « À Roosevelt » –, comme des élites politico-financières européennes et nord-américaines, mais ici, pour la première fois, le combat de Sandino mobilisa l'intelligentsia de gauche tant en Europe que sur le continent américain. Il fut ainsi un temps appuyé par le Secours rouge international, une organisation satellite de l'Internationale communiste, puis dénoncé par celle-ci après sa rupture avec son secrétaire salvadorien, Farabundo Martí, l'une des figures du Parti communiste salvadorien. C'est dans ce contexte que la poignée de combattants du *caudillo* libéral se transforma peu à peu en une « Armée de défense de la souveraineté nationale » de plus d'un millier d'hommes, composée pour l'essentiel de paysans et de mineurs de la région de Nueva Segovia, les montagnes situées au nord du pays. S'ajoutèrent à ces recrues nicaraguayennes des volontaires latino-américains, avant tout centre-américains, venus appuyer ce « David nicaraguayen ». Le gouvernement du Nicaragua et ses mentors nord-américains mobilisèrent contre « les bandits des Segovias » jusqu'à douze mille Marines, auxquels se substituèrent peu à peu les soldats de la nouvelle armée nicaraguayenne, la Garde nationale, organisée avec le soutien des États-Unis. Cette guerre de sept ans fit plusieurs milliers de morts dans les départements centraux d'un pays qui comptait 680 000 habitants en 1930 et tout au plus 150 000 dans les zones où se déroula le gros des combats⁹. La deuxième occupation militaire se conclut par un accord du président Juan Bautista Sacasa avec le général Sandino qui, devant la volonté des États-Unis de retirer leurs troupes dans le cadre de la nouvelle politique du « bon voisinage » de Roosevelt, signa un pacte avec le gouvernement nicaraguayen

8 - L'ouvrage de JOSÉ LUIS VELÁZQUEZ PEREIRA, *La formación del Estado en Nicaragua, 1860-1930*, Managua, Fondo Editorial/Banco Central de Nicaragua, 1992, offre de commodos aperçus sur la période.

9 - Voir l'ouvrage de NEIL MACAULAY, *The Sandino affair*, Chicago, Quadrangle Books, 1971, p. 237.

(1933). S'il désarma 1 800 soldats pour ne garder qu'une garde personnelle d'une centaine d'hommes, les affrontements entre les membres de ses anciennes troupes et la Garde nationale n'en continuèrent pas moins. Et lui-même périt assassiné en 1934 sur les ordres du nouveau commandant en chef de la Garde nationale, Anastasio Somoza García, alors qu'il venait à nouveau négocier avec le président Sacasa¹⁰.

Si le règne de Somoza et de ses deux fils, Luis et Anastasio, dura plus d'une quarantaine d'années et fut d'une étonnante stabilité, les trois Somoza ne dirigèrent pas seulement le pays en multipliant les pactes avec certaines branches du parti conservateur. Ils multiplièrent aussi des coups de force et usèrent de la terreur contre certains de leurs opposants. La première élection de Somoza García à la tête de l'État en 1936 eut pour préalable le renversement du président Sacasa. En 1944, il réduisit par la force les manifestations civilistes qui, fortes des espoirs suscités par la défaite des puissances de l'Axe et de la nouvelle charte des Nations unies, dénonçaient sa volonté de briguer un second mandat présidentiel. Si puissant fût-il, il n'en dut pas moins céder aux *desiderata* nord-américains qui lui firent savoir que son *continuismo* était de mauvais aloi, et qu'il devait accepter de ne pas se représenter. Il renversa néanmoins le président élu en 1947, Leonardo Argüello, par un coup d'État, quand celui-ci tenta de le relever de son commandement à la tête des forces armées. Il s'attira ce faisant la réprobation passagère des États-Unis qui suspendirent leur aide militaire et attendirent 1948 pour reconnaître le nouveau président, Victor Román y Reyes, un oncle de Somoza, élu à l'issue de ce putsch. Somoza réprima sans coup férir les deux soulèvements armés lancés à l'initiative des conservateurs et d'officiers de la Garde nationale en 1947 et en 1948, et jeta en prison ou assigna à résidence bon nombre de personnalités de l'opposition, souvent sans lien avec ces mouvements insurrectionnels. Son assassinat en 1956 entraîna une répression particulièrement brutale contre tous les chefs de files de l'opposition¹¹.

10 - Outre le livre de Neil Macaulay, on se référera à RODOLFO CERDAS, *La hoz y el machete: la Internacional comunista, América latina y la revolución en Centroamérica*, San José, Universidad Estatal a Distancia, 1986 ; MICHAEL JAY SCHROEDER, « *To defend our nation's honor* » : *Toward a social and cultural history of the Sandino rebellion in Nicaragua, 1927-1934*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1993 ; WOLKER WÜNDERLICH, *Sandino, una biografía política*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1995. On y ajoutera les œuvres de Sandino, éditées par Sergio Ramírez (*El pensamiento vivo de Sandino*, San José, EDUCA, 1980), ainsi que les ouvrages d'EDELBERTO TORRES, *Sandino y sus pares*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1983, GREGORIO SELSER, *Sandino: general de hombres libres*, San José, EDUCA, [1957] 1974, et le livre publié par ANASTASIO SOMOZA GARCÍA, *El verdadero Sandino o el calvario de las Segovias*, Managua, Tipografía Robelo, 1936, qui contient des documents tout à fait exceptionnels.

11 - On trouvera une présentation de l'histoire du premier Somoza dans K. WALTER, *El régimen de Anastasio Somoza...*, *op. cit.*, ainsi que dans JEFFREY GOULD, *To leads as equals*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992 ; *Id.*, *Orgullo Amargo, El desarrollo del movimiento obrero nicaraguense (1912-1950)*, Managua, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica/Universidad Centroamericana, 1997 ; RICHARD MILLET, *Guardians of the dynasty: A history of the US created Guardia nacional de Nicaragua and the Somoza family*, Maryknoll, Orbis Books, 1977.

Les présidences de Luis Somoza (1957-1962) et de René Schick (1963-1967) durent affronter différents soulèvements armés des conservateurs comme des dissidents libéraux ou des anciens partisans de Sandino. Ils durent aussi faire face aux actions d'une nouvelle organisation armée, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), fondé par un noyau d'anciens membres du Parti socialiste nicaraguayen en 1961, dans le sillage de la révolution cubaine. Les deux présidents libéraux laissèrent les mains libres au nouveau commandant en chef de la Garde nationale, Anastasio Somoza Debayle, pour réprimer ces opposants. Anastasio Somoza Debayle, devenu à son tour président de la République en 1967, dut affronter une opposition réorganisée au sein d'une Union démocratique de libération (UDEL), pour partie à l'initiative de Pedro Joaquín Chamorro, le directeur du quotidien *La Prensa*. Le tremblement de terre de 1972, qui frappa Managua, marqua le début de sa chute. Après quarante-huit heures de chaos, Somoza, soutenu par l'ambassadeur des États-Unis, rétablit un semblant d'ordre. Il fit dès lors l'objet d'attaques qui allèrent crescendo tant de la part de l'Église catholique que de Pedro Joaquín Chamorro. Appuyée par l'Église, l'opposition fit ensuite campagne pour l'abstention aux élections de 1974. Réélu frauduleusement, le chef de l'État affronta en décembre de cette même année une prise d'otages organisée par le FSLN dans la maison de l'un de ses ministres. Il dut alors accomplir plusieurs gestes de conciliation jamais vus dans l'histoire de son père et de son frère. Non seulement il accepta la médiation de l'Église, mais il libéra également des prisonniers et les laissa partir pour Cuba avec le commando sandiniste et ses otages, comme il le fit encore en 1978 après la prise du Palais national. 1975 fut marqué par une reprise des activités militaires du Front sandiniste dans le département de Matagalpa et, en retour, par une campagne de contre-insurrection particulièrement brutale de la Garde nationale¹².

La nouvelle politique du président Jimmy Carter conditionnant l'aide nord-américaine au respect des droits de l'homme amena l'ensemble de l'opposition à multiplier les gestes de défi à l'égard du pouvoir. L'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro le 10 janvier 1978 fit prévaloir en retour l'option armée sur toute autre et, dès lors, l'insurrection sandiniste bénéficia d'un large soutien populaire. L'opposition anti-somoziste désormais unie au FSLN ne cessa de gagner du terrain, bénéficiant de l'appui de l'opinion publique internationale jusqu'au renversement de Somoza en juillet 1979. La guerre affecta principalement les villes de la partie orientale du pays et fit en tout près de cinquante mille morts. Célébrée par un *Te Deum* dans la cathédrale de Managua, la révolution rassembla l'ensemble de la population, toutes classes confondues. La victoire se traduisit par l'instauration d'une Junte de gouvernement de reconstruction nationale (JGRN), où les sandinistes étaient majoritaires, et d'un Conseil d'État où siégeaient des représentants des différentes composantes de la coalition anti-somoziste. Le programme de la Junte en appela à l'exclusion de Somoza et de ses partisans, ainsi qu'à la mise en place d'un régime démocratique-libéral. Il prévoyait aussi la confiscation des biens

« mal acquis » par Somoza et ses partisans, la création d'une économie mixte. Une fois installé, le gouvernement révolutionnaire entreprit une réforme agraire, basée sur la création de coopératives et la transformation de grands domaines somozistes en fermes d'État. Dès la première année, il lança aussi une « croisade nationale d'alphabétisation ». Si les affrontements armés contre les sandinistes commencèrent dès la fin 1979, leurs premiers opposants ne furent pas seulement des contre-révolutionnaires mais surgirent au sein même de leurs rangs. À partir de 1982, ces différents noyaux d'opposants reçurent une aide militaire directe et indirecte des États-Unis, et les sandinistes ne surent pas éviter une guerre avec les *contras*, qui fut tout à la fois coûteuse politiquement et économiquement. Le processus de paix ne fut possible que grâce aux accords de paix régionaux mis sur pied en 1987. Le plan d'Esquipulas permit à la fois la signature d'un accord de paix entre le gouvernement sandiniste et la Contra, une incontestable libéralisation et l'organisation d'élections démocratiques qui virent la défaite des sandinistes. Enfin, élue présidente de la République en 1989, Violeta Barrios de Chamorro réussit à démobiliser les 20 000 guérilleros de la Contra et à faire passer de plus de 85 000 à 14 000 les effectifs de l'Armée populaire sandiniste¹³.

Nul doute qu'un tel survol de l'histoire nicaraguayenne ne présente l'inconvénient de gommer les différences entre les projets politiques des acteurs en compétition, entre Sandino et Somoza García, entre les artisans de la révolution du 19 juillet 1979 et Anastasio Somoza Debayle, et, pour finir, entre les sandinistes et les *contras*. Nul doute qu'un tel survol tend à écraser programmes, réformes et pratiques politiques qui s'inscrivent sur des registres parfaitement dissemblables. Cette vue cavalière des événements est néanmoins indispensable pour qui veut réinscrire les événements et les acteurs dans un contexte et une temporalité qui favorisent certaines actions et en interdisent d'autres. Cette esquisse permet de comprendre comment la violence et la présence des puissances étrangères furent des données centrales de la vie politique nicaraguayenne au xx^e siècle, et ce jusqu'aux années 1980, notamment durant les périodes d'apparente stabilité.

Terreur et contre-terreur

Souvenons-nous des images plus d'une fois diffusées à la une de la presse internationale : les prisonniers sandinistes torturés et abattus par la Garde nationale au début de l'insurrection en 1979, la justice sommaire des *muchachos* sandinistes contre les « oreilles » somozistes ; l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro (janvier

13 - Sur le FSLN et la révolution, voir JOHN A. BOOTH, *The end and the beginning: The Nicaragua revolution*, Boulder, Westview Press, 1982 ; SHIRLEY CHRISTIAN, *Nicaragua revolution in the family*, New York, Random House, 1985 ; THOMAS W. WALKER (éd.), *Nicaragua. The first five years*, New York, Praeger, 1985. Sur la Contra : SAM DILLON, *Comandos. The CIA and Nicaragua's Contra rebels*, New York, Henry Holt & Company, 1992, et ROY GUTMAN, *Banana diplomacy, the making of American policy in Nicaragua, 1981-1987*, New York, Simon & Schuster, 1988.

1979), puis celui d'Anastasio Somoza Debayle (septembre 1980) au Paraguay. Rappelons-nous encore celles des affrontements entre sandinistes et *contras* : les tortures, les assassinats et les viols commis par ceux-ci, comme par les sandinistes, dans les zones rurales supposées acquises aux contre-révolutionnaires et dans les prisons de la zone pacifique¹⁴. Ces images sont incompréhensibles si on ne les rapproche pas d'autres violences, pratiquement identiques, perpétrées lors des affrontements de Sandino et de ses partisans avec les Marines et les gardes nationaux, ou de celles, antérieures des guerres entre conservateurs et libéraux¹⁵. De tels actes pour être compris, doivent être considérés non comme de simples excès suscitant la condamnation, mais comme autant de gestes conformes à tout un code de conduites et de représentations tacitement admis par l'ensemble des acteurs socio-politiques.

Les cruautés évoquées ci-dessus sont une manière de dire la supériorité hiérarchique de leurs auteurs sur leurs victimes. Les premiers sont présentés comme des « héros civilisateurs » ; les secondes comme des incarnations de la barbarie. Les exactions de la Garde nationale contre les militants sandinistes et les jeunes combattants (les *muchachos*) qui se joignent à l'insurrection, les tueries de supposés mouchards de Somoza ou de gardes faits prisonniers, les assassinats, commis par les *contras*, de collaborateurs du Front sandiniste, furent des actes de vengeance contre des adversaires dont on craignait le pouvoir destructeur. Mais, au-delà de ces ressorts immédiats, ces exactions furent autant de gestes légitimes à l'encontre de ceux qui incarnèrent la barbarie. Ce faisant, ils rejoignent les mises en scène macabres de Sandino et de ses lieutenants contre « les impérialistes » et leurs alliés, comme celles de Somoza García contre Sandino et ses proches ou Pedro Joaquín Chamorro. Le sceau du premier représente un soldat de l'Armée de défense de la souveraineté nationale du Nicaragua (EDSNN) s'apprêtant à décapiter à la machette un Marine terrassé. Le patriote nicaraguayen, incarnation de la civilisation indo-américaine contre l'hydre impérialiste. De telles images ne s'inscrivent pas seulement dans une rhétorique anti-impérialiste, mais s'incarnent aussi dans des gestes répétés et justifiés par Sandino lui-même à l'encontre des « traîtres » et autres partisans du « gouvernement fantoche ». Son « manifeste aux capitalistes » est de ce point de vue parfaitement explicite¹⁶. Du fait d'une intervention étrangère, l'occupation du pays par les États-Unis pour soutenir un gouvernement vassal, il ne pouvait être question d'accorder des garanties à leur alliés. Ayant « sauvé l'honneur de la famille nicaraguayenne face aux hommes libres de la terre », peu importe que l'EDSNN et son général dussent parfois « donner des ordres

14 - On consultera sur ce point les rapports d'Amnesty International des années 1970 et 1980, de la Comisión permanente de los derechos humanos (CPDH), de l'Asociación nicaragüense pro derechos humanos (ANPDH) et *Americas Watch*.

15 - MICHEL GOBAT, « Granada's conservative revolutionaries: anti-elites violence and the Nicaraguan civil war of 1912 », 3^e Congrès centre-américain d'histoire, San José, Costa Rica, 15-18 juillet 1996, inédit, et M. J. SCHROEDER, « *To defend our nation's honor* »..., *op. cit.*

16 - AUGUSTO CÉSAR SANDINO, « Manifiesto a los capitalistas » (15 novembre 1931), in *El pensamiento vivo...*, *op. cit.*, pp. 238-239.

drastiques au bénéfice du salut de la nation » (*nuestra salud nacional*). Et de conclure : « La liberté ne se conquiert pas avec des fleurs mais avec des balles, et c'est pour cela que nous avons dû recourir aux *cortes de chaleco, de cumbo y blumers*¹⁷ ». De tels gestes à l'encontre des opposants à ce contre-État des Segovias qu'était l'armée sandiniste ne relèvent pas que d'une terreur fonctionnelle, mais tracent bel et bien une frontière entre le pôle de la civilisation, « les hommes libres », et celui de la barbarie, les « fossoyeurs de la patrie » (*vende patrias*). La mutilation puis l'exposition des cadavres place les victimes hors de l'humanité. Le récit que fit publier Somoza García en 1936, *El verdadero Sandino o el calvario de las Segovias*, traduit les mêmes présupposés, mais inversés. Relatant les faits et gestes du « bandit » Sandino, ce livre se complaisait à étaler les exactions de celui-ci et de ses partisans en publiant pêle-mêle les récits de leurs atrocités, les photos des victimes des mutilations et les copies de documents émanant de Sandino. Ici encore, et ce au moment même de la prise du pouvoir par Somoza, il convenait de stigmatiser la bestialité de l'ennemi, manière comme une autre de justifier l'assassinat de Sandino et de dizaines de ses partisans ainsi que des membres de leurs familles quelques années plus tôt.

Une vingtaine d'années plus tard, les agissements de Somoza García à l'encontre du leader des « Jeunes-Turcs » conservateurs, Pedro Joaquín Chamorro, témoignèrent de la même mise en scène. Dans *Estirpe sangrienta*, celui-ci raconta en effet comment le dictateur le tortura personnellement dans la « chambre de couture », l'une des pièces de la résidence présidentielle, avant de l'enfermer dans son jardin des semaines durant dans une cage. Celle-ci était divisée en deux espaces, l'un pour lui-même, l'autre pour un couple de jaguars donnés par le dictateur guatémaltèque, Ubico. Le récit de ses séances de tortures par le futur directeur de *La Prensa* obéit aux mêmes dispositifs narratifs que ceux de Somoza dans *El verdadero Sandino* : toute la rhétorique vise à montrer que l'autre se situe hors de l'humanité. Ne dédaignant pas torturer lui-même, le dictateur pratiquait ces actes ignobles et dégradants dans l'enceinte domestique. Enfin, il agissait avec Pedro Joaquín Chamorro de la manière même dont les empereurs romains avaient traité les premiers chrétiens. Les faits, qu'il n'y a pas lieu de croire exagérés, sont susceptibles d'une lecture en miroir. Pour les somozistes, Pedro Joaquín Chamorro n'est pas l'héritier d'une lignée de héros civilisateurs nicaraguayens, alors même que deux de ses ancêtres furent présidents du pays ; il est une incarnation du chaos, comme le prouve son refus du pacte entre conservateurs et libéraux et sa participation à un soulèvement armé. Les coups que lui portèrent le dictateur et l'un de ses fils, Anastasio Somoza Debayle, aidés d'un ou plusieurs gardes, donnent à voir ce nouveau statut, tout comme son emprisonnement auprès de bêtes féroces. Et les tortures que le fils du dictateur fit infliger, dans les années 1970, à certains prisonniers sandinistes, de même que les assassinats de paysans soupçonnés de collaborer avec le Front participèrent des mêmes desseins.

17 - « Tailler des gilets, des chapeaux melons et des culottes » est une métaphore d'un goût douteux pour dire couper les bras, décalotter la boîte crânienne et couper les jambes, expressions elles-mêmes non exemptes d'une certaine enflure rhétorique macabre.

Toute une série d'actions réalisées par les sandinistes à la même époque puisèrent aux mêmes sources. La plus connue est le traquenard dans lequel tomba en 1977 le chef d'état-major de la Garde nationale, le général Reynaldo Pérez Vega. Nora Astorga, une jeune femme de la bonne société devenue militante sandiniste, l'attira sous prétexte d'un rendez-vous amoureux et deux guérilleros l'assassinèrent. La mise en scène paraît copiée de l'histoire biblique. Nora Astorga devint une sorte de Judith moderne, et sa victime, le bourreau de ses frères d'armes, un barbare brutal, esclave de sa sensualité. Les termes employés par Eden Pastora lors de son action d'éclat de 1978 pour désigner les parlementaires retenus en otage – « les porcs » – et le Parlement – « la porcherie » – ne prennent tout leur sens qu'au regard de ce diptyque barbarie/civilisation et ne relèvent pas seulement du caractère fier-à-bras de Pastora. À employer ces termes, il rejeta le somozisme du côté de l'animalité. S'emparant du drapeau national et déclarant qu'il le restituerait seulement quand le pays serait « libre » et qu'il y aurait de « véritables représentants du peuple », il se posait en héros civilisateur marquant la frontière entre un monde infra-humain et un monde libre¹⁸. Ces dénis de l'humanité de l'ennemi et cette situation de toute-puissance des civilisateurs en armes prirent aussi des formes plus brutales, avec la justice sommaire contre les « crapauds », les supposés informateurs de la Garde nationale durant l'insurrection sandiniste, puis, au lendemain de la victoire, certaines exécutions sommaires de prisonniers de la Garde nationale, dont les cadavres furent souvent abandonnés sans sépulture dans des ravins aux abords de petites routes¹⁹. Là encore l'imaginaire de tels gestes est celui de la curée contre des fauves. Le prosélytisme des militants sandinistes, le plus souvent membres des nouvelles forces armées, dans les Segovias comme en Moskitia aux lendemains de la révolution fut lui aussi pensé comme une véritable entreprise de « civilisation » de paysans et d'Indiens barbares. Peu importe que dans les Segovias bien des paysans aient été des collaborateurs du Front en tant que membres des Milices populaires anti-somozistes (Milpas). Pour nombre de cadres sandinistes, ils étaient des gens sans raison qu'il convenait d'encadrer, au besoin par la force. Beaucoup, parmi ceux qui manifestèrent dès les lendemains du 19 juillet 1979 leurs réticences à l'encontre des Comités de défense sandiniste et d'autres organisations de masse, furent battus, torturés et humiliés publiquement²⁰. Les tortures contre un syndicaliste communiste indépendant, El Chaguitillo, ou celles dont fut victime le commandant Comanche à l'issue de sa campagne en faveur

18 - Voir le récit des événements fait par un membre du commando sandiniste : HUGO TORRES, *Rumbo norte. Historia de un sobreviviente*, Managua, Hispamer, 2003.

19 - On trouvera une bonne évocation de ces scènes dans le roman de SERGIO RAMÍREZ, *Sombras nada más*, Mexico, Alfaguara, 2002. Se reporter aussi à RONAN JAHENY, *Le rôle des combattants dans la prise du pouvoir du Front sandiniste de libération nationale. Étude sur le processus révolutionnaire à León (septembre 1978-août 1979)*, Thèse de doctorat, Paris III – Sorbonne-Nouvelle, 2005.

20 - Voir les témoignages recueillis par TIMOTHY C. BROWN, *The real Contra war: Highlander peasant resistance in Nicaragua*, Norman, The University of Oklahoma Press, 2001, et S. DILLON, *Comandos...*, *op. cit.* Des entretiens réalisés par l'auteur dans les mêmes zones en 1992 confirment amplement leurs dires.

d'Eden Pastora en 1982 obéirent aux mêmes principes : briser des adversaires jugés barbares en ce qu'ils apparurent comme autant d'obstacles parce qu'ils s'opposaient à la construction d'un nouveau peuple, rendu Un par l'action des sandinistes. Les exactions sanglantes commises par les *contras* furent elles aussi prises dans ce même diptyque barbarie/civilisation²¹.

Il est enfin un autre type de cruautés largement admis par les parties en combats : le viol. À la fois banalisé et nié, il est attesté par de nombreux témoignages, sans que l'on dispose d'études systématiques à son sujet. Il tient bien évidemment au machisme de la société nicaraguayenne ; machisme qui, bien que combattu par certaines militantes sandinistes et par les organisations de femmes, reste un trait des mœurs nicaraguayennes jusqu'à nos jours²². Il s'inscrit là encore dans la volonté d'humilier l'adversaire et de lui imposer une véritable souillure. Les collaboratrices et les militantes du Front furent ainsi systématiquement violées par les membres de la Garde nationale quand elles tombaient entre leurs mains. Beaucoup de femmes de gardes nationaux ou appartenant à des familles accusées de somozisme subirent ce sort au lendemain du 19 juillet. Enfin les *contras*, tant Miskitu qu'hispanophones, ne furent pas en reste dans ce genre d'exactions²³.

Peu nombreux furent les responsables politico-militaires et les hommes du rang qui s'opposèrent à ces pratiques²⁴. Les viols furent largement tolérés par les forces armées sandinistes comme par la Contra. L'un des signes de cette « normalité » des viols est que ces faits furent fort peu utilisés dans la propagande des sandinistes et des *contras* à l'encontre les uns des autres. Ces exactions étaient considérées comme relevant du domaine privé. Pris dans le schéma d'une guerre ami/ennemi où l'humanité de la partie adverse était officiellement déniée, les viols furent, au même titre que la mutilation des cadavres ou certains assassinats, la manifestation du déni de l'humanité de l'adversaire. Par-delà les victimes, ces exactions furent pensées comme des atteintes dirigées contre les chefs des réseaux familiaux, seuls habilités à demander réparation dans un espace de transaction privée, que l'on décide d'éliminer l'offenseur ou de l'obliger à verser une réparation matérielle²⁵. Dans le même ordre d'idée, lors de la guerre civile de 1912, toute une violence anti-élitaire se développa à Granada contre les grandes familles

21 - Voir GILLES BATAILLON, « Réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires : *contras* et *recontras* nicaraguayens, 1982-1993 », *Cultures et conflits*, 12, 1993-1994, pp. 63-103. Les archives de l'ANPDH contiennent de nombreuses informations sur ce sujet.

22 - Voir DELPHINE LACOMBE, La pénalisation de la violence intransmissible au Nicaragua : vers une démocratisation « sensible au Genre » ?, DEA de sociologie politique et de politiques publiques, Paris, IEP, 2003.

23 - On trouvera dans les archives de l'ANPDH de nombreux témoignages en ce sens.

24 - Lors de la prise de Rivas, un des seconds d'Eden Pastora, Comanche, forma une cour martiale qui condamna à être passés par les armes plusieurs jeunes gens, ralliés de la dernière heure aux forces de la guérilla, accusés de viols et de pillage. Entretien avec Comanche, San José (Costa Rica), mai 1985.

25 - M. GOBAT, « Granada's conservative revolutionaries... », texte cité. Une fois de plus, ces pratiques ne sont intelligibles que si on les pense dans un continuum avec des faits plus anciens.

conservatrices. Leurs chefs de file furent fouettés en public puis promenés fesses nues dans la ville. Quelques jours plus tard, des femmes et des filles de ces bonnes familles de la bourgeoisie furent emprisonnées par les révolutionnaires et contraintes à s'unir à leurs geôliers. Enfin, il y eut de véritables expéditions de viols collectifs dans le collège de jeunes filles de la ville et dans les demeures conservatrices.

La formation de nouveaux acteurs

Dans le continuum guerrier du XX^e siècle, l'emploi raisonné de la violence comme son contrôle offrirent la possibilité à des individus tenus en marge des positions d'influence d'accéder à des situations de premier plan. Du coup, les guerres civiles récentes comme celles du début du siècle se nourrirent tout autant de cette volonté des plébéiens de parvenir à un rang élevé que de la lutte entre acteurs socio-politiques d'ores et déjà établis. Et cette sorte de promotion par les armes est visible à tous les échelons de la hiérarchie administrative et politique. En conséquence, lors de chacun de ces conflits, la volonté des chefs de file des guérillas d'acquérir un statut nouveau pesa sur la conduite des opérations militaires elles-mêmes.

Durant les années 1980, beaucoup des nouveaux venus en politique furent incontestablement des personnages issus des rangs des guérillas, et leur influence éclipsa celles de notables plus anciens. Au sein de la première Junte du gouvernement, Alfonso Robelo et Violeta Barrios de Chamorro firent pâle figure au regard du commandant Daniel Ortega, le coordinateur de la Junte, et de ses seconds issus de la nébuleuse sandiniste, Moisés Hassán et Sergio Ramírez. Très vite, l'appareil d'État fut peuplé de tout un personnel arrivé dans le sillage du Front, dont beaucoup d'ailleurs se donnèrent des allures d'anciens guérilleros, même s'ils ne l'avaient jamais été. Si certains membres des familles conservatrices gardèrent des places éminentes, ils ne le purent que grâce à leurs liens familiaux ou à des alliances matrimoniales avec ces nouveaux venus dans le monde politique qu'étaient les sandinistes. De même, au sein de la Contra, les hommes qui pesèrent furent tous des soldats ou essayèrent de s'en donner l'apparence. Eden Pastora en est un bon exemple tout comme Enrique Bermudez, un ancien officier de la Garde nationale. Et certains, qui jamais ne prirent part à une action armée, posèrent eux aussi aux *comandantes*. Face à tous ces *condottieri*, les élites civiles rescapées de l'ancien régime somoziste ou les anciens compagnons de route des sandinistes, tels Adolfo Calero, Arturo Cruz ou Alfonso Robelo, restèrent le plus souvent quantité négligeable.

Ce mode de surgissement de nouveaux venus sur la scène politique rappelle en tout point celui que le Nicaragua connut au début du siècle. Sandino et Somoza, les deux hommes clés des années 1930 n'apparurent pas autrement. L'un et l'autre n'étaient au départ que d'obscurs généraux libéraux. Le premier eut pour titre de gloire son refus du pacte entre libéraux et conservateurs, captant à son profit l'appui mexicain et tout un courant de sympathie latino-américain²⁶. Le second bâtit son

ascension en devenant le responsable d'un corps militaire nouveau, la Garde nationale, et ce grâce à l'appui des États-Unis.

Durant la révolution sandiniste, cette mobilité sociale concerna aussi toute une foule d'hommes et de femmes qui peuplèrent les organisations de masse du nouveau pouvoir et y occupèrent des postes de responsabilité : Comités de défense sandiniste (CDS), Confédération sandiniste du travail, associations de femmes et de jeunes. Les anciens guérilleros se virent attribuer des places de choix dans ces nouvelles organisations comme au sein de l'armée populaire sandiniste (EPS) ou de la police sandiniste. Des héros de la guerre contre Somoza, des *muchachos* venus de familles les plus modestes furent parfois propulsés aux plus hautes fonctions militaires ou policières et devinrent des personnages publics de premier rang, tel *el Zorro*, le commandant Francisco Rivera Quintero²⁷. Si la plupart n'accédèrent qu'à des responsabilités moyennes, ils n'en furent pas moins nombreux à pouvoir bénéficier d'une promotion sociale éminemment rapide. L'histoire de Charrasca, ce gavroche de León qui fit trembler les gardes nationaux lors de l'insurrection dans cette ville, est de ce point de vue emblématique. Enfant des rues aux marges de la délinquance, il prit, encore adolescent, la tête d'un groupe de combattants issus de sa bande d'amis et se fit un nom du fait de sa folle bravoure face aux gardes. Charrasca et ses compagnons furent ensuite intégrés de force dans l'armée sandiniste. Il finit assassiné en raison de son indiscipline, tandis que ses proches étaient envoyés en stage de « formation » à Cuba²⁸. Les guerres entre conservateurs et libéraux, puis celles de Sandino, avaient offert exactement les mêmes opportunités de mobilité sociale. Tout au long de ces années de complots et d'intrigues que fut le régime de Zelaya, comme au lendemain de son renversement, apparurent de nouveaux réseaux de caciques. Soucieux de défendre leurs familles, leurs membres s'affiliaient à l'un ou à l'autre parti en fonction des circonstances locales et des avantages qu'ils escomptaient en tirer. Ils répondaient aux offres de petits notables cherchant à recruter des partisans dans leurs fiefs d'origine, pour ensuite négocier en bonne position avec les chefs libéraux ou conservateurs. L'armée de Sandino fut ainsi un agglomérat de cette nature. Au-delà du cercle de ses partisans de la première heure et des vétérans des affrontements conservateurs/libéraux, surgirent des centaines de soldats improvisés, souvent tout aussi soucieux de faire fortune ou de se protéger des exactions de potentats locaux que de participer à la défense de la souveraineté nicaraguayenne. De la même façon, les offres de recrutement de la Garde nationale représentèrent autant d'opportunités pour bien des ruraux soucieux d'améliorer leur sort et leur permirent d'accéder par la suite à des postes de responsabilité locale, comme ceux des *jueces de mesta*, les juges de paix nommés par la présidence dans les zones rurales.

27 - Voir le livre entretien qu'il réalisa avec SERGIO RAMÍREZ, *La marca del Zorro. Hazañas del comandante Francisco Quintero*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1989, et ce qu'en raconte après coup cet auteur dans *Adios muchachos*, Mexico, Aguilar, 1999.

28 - On trouve dans la presse nicaraguayenne de l'époque de nombreux portraits de Charrasca ; voir aussi R. JAHENY, *Le rôle des combattants...*, thèse citée, pp. 265-283.

Le propre de tous ces phénomènes est qu'ils eurent lieu dans des contextes où la concurrence entre alliés fut une règle tacitement acceptée. Durant les années 1980, les *contras* eurent beau multiplier les alliances officielles (Union nationale d'opposition [UNO] en 1985, Résistance nicaraguayenne en 1987), les différents groupes armés n'en demeurèrent pas moins toujours fondamentalement rivaux. Les logiques d'unification furent toujours contrecarrées par les forces centrifuges d'affirmation des différents groupes les uns aux dépens des autres. Les Milpas ne furent jamais une organisation unifiée, mais un conglomerat de groupes armés indépendants²⁹. Les proches de Pastora, les sandinistes dissidents du Front révolutionnaire Sandino, s'opposèrent toujours aux commandos³⁰ du Front nord réorganisé par Enrique Bermudez. Pour les premiers, les seconds n'étaient que d'ex-gardes nationaux qui les considéraient en retour comme des sandinistes mal repentis. Même à l'intérieur de ces deux blocs de l'opposition armée, les rivalités ne manquèrent pas non plus de se manifester : au sud, entre fidèles du Negro Chamorro et pastoristes ; au nord, entre anciens des Milpas et ex-gardes nationaux. Par ailleurs, ces troupes hispanophones ne purent jamais réellement attirer à elles les combattants Miskitu et Mayangna, qui eux aussi oscillèrent entre deux états-majors, l'un installé au Costa Rica, celui de Brooklin Rivera, l'autre ayant ses quartiers dans la Moskitia hondurienne. Pour bien des *contras*, l'appartenance à ces organisations armées signifiait autant la participation à une lutte politique qu'une façon de se protéger de l'arbitraire et des exactions du nouveau pouvoir sandiniste, en somme, une manière d'acquérir un poids nouveau dans le jeu politique, à de multiples niveaux.

Dans l'histoire de la Contra, ces rivalités ne furent nullement anecdotiques, mais obéirent toujours à un dessein politique parfaitement pensé : obtenir des prébendes dans les organisations centrales, des positions d'influence pour accéder aux bailleurs de fonds nord-américains, s'assurer des places dans le jeu politique nicaraguayen. Et il y eut bien des moments où le jeu de ces rivalités internes prit le pas sur l'action purement militaire contre les sandinistes. Les volte-face d'un Eden Pastora comme la paralysie du Front sud ne s'expliquent pas autrement. Celui-ci fut à différentes reprises plus soucieux de menacer les sandinistes pour les obliger à négocier avec lui que de les combattre véritablement au sein d'une alliance avec la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) qu'il disait phagocytée par les ex-somozistes. Il fut aussi un temps paralysé par l'absence d'aide nord-américaine, et ce à la demande du directoire de la FDN, afin qu'il ne puisse pas apparaître comme la figure de proue de la Contra. Le choix de Pastora d'abandonner la lutte armée en 1987 et d'intégrer l'opposition civique fut là aussi une tentative pour retrouver une meilleure position face à son affaiblissement au sein de la Résistance nicaraguayenne. Enfin les différentes tensions qui existèrent entre les commandants de base des différents groupes de guérillas et leurs états-majors respectifs s'expliquent plus d'une fois pour des raisons de rivalités internes. Les commandants entraient en concurrence, tantôt pour s'assurer de meilleures ressources, tantôt

29 - T. C. BROWN, *The real Contra war...*, *op. cit.*, p. 18 *sqq.*

30 - Tel fut le nom par lequel s'autodésignèrent le plus souvent les *contras* du Front nord.

pour obtenir les positions les moins exposées aux périls. Ces frictions conduisirent souvent à l'expulsion des cercles dirigeants des organisations de guérillas de personnalités plus soucieuses de conserver leur pouvoir, et les prébendes allant avec.

On observe le même type de dynamiques lors de la guerre contre Somoza. La concurrence entre opposants à Somoza fut là aussi féroce, non seulement entre l'opposition « bourgeoise » civiliste et le FSLN, mais aussi entre groupes armés du Front sandiniste lui-même. Ces rivalités au sein de la mouvance sandiniste épousaient les clivages quant à la stratégie révolutionnaire à adopter – prolétaire, guerre populaire prolongée et tercériste³¹ –, tout autant qu'elles se doublaient de querelles de personne, de préséances et de positionnements tactiques. Les coups d'éclat des tercéristes, telle la prise d'otages du Palais national en 1978, qui permit la libération de nombreux prisonniers sandinistes, furent mal ressentis par les membres de la tendance Guerre populaire prolongée (GPP). Comme l'a raconté Hugo Torres dans ses mémoires, certains des membres de cette tendance se refusèrent à intégrer les fronts militaires des tercéristes au lendemain de leur libération, et préférèrent partir à Cuba, d'où fut préparée la réunification du FSLN, à l'instigation de Fidel Castro. Eden Pastora fut courroucé de ne pas être nommé membre de la nouvelle Direction nationale du Front. À ses yeux comme à ceux de certains de ses fidèles, son rôle lors de la prise du Palais national eût dû lui valoir une telle promotion³². Forts de leur nouvelle aura internationale et des aides panaméennes, vénézuéliennes et costariciennes, les tercéristes privilégièrent aussi le renforcement de leurs unités militaires aux dépens des autres. Leur but était de s'assurer, grâce à leurs faits d'armes, des positions stratégiques dans le nouvel appareil d'État, notamment au sein des forces armées, dont le plus haut responsable fut bientôt l'un des leurs, Humberto Ortega. Certains moments clés de la lutte contre Somoza, comme lors des combats dans la région d'Estelí, furent marqués par la volonté de plusieurs membres de la tendance « guerre populaire prolongée » de refuser de porter assistance à des guérilleros tercéristes pris sous le feu de la Garde nationale³³.

Les tensions furent parfois telles qu'elles entraînaient l'assassinat de certains rivaux. Si ces crimes ou ces tentatives d'assassinats furent relativement peu nombreux, ils furent l'explication privilégiée de tous les revers de guerres, tant à l'époque de la Contra que lors de la guerre contre Somoza. Ainsi, lors de l'attentat de La Penca, qui faillit coûter la vie à Pastora en 1984, celui-ci et ses lieutenants pensèrent que le coup avait été monté par la FDN et non, comme cela fut démontré par la suite, par les sandinistes. De même, tout retard dans les livraisons d'armes promises par les « alliés » aux *contras* conduisait à suspecter quelque machination d'une fraction rivale. Ces pratiques ne furent pas inconnues du FSLN. Jaime Wheelock, le chef de file de la « tendance prolétaire », fut menacé de mort par Tomás Borge et jugea plus prudent de prendre la fuite. La mort du Danto – Germán

31 - DONALD C. HODGES, *Intellectual foundations of the Nicaraguan revolution*, Austin, University of Texas Press, 1986 ; DAVID NOLAN, *The ideology of the Sandinistas and the Nicaraguan revolution*, Miami, University of Miami Press, 1985.

32 - Voir le récit qu'en fait H. TORRES, *Rumbo norte...*, *op. cit.*, pp. 460-461.

33 - *Ibid.*, pp. 470-471.

Pomares – durant l’attaque de Jinotega en mai 1979 fut considérée par beaucoup de ses compagnons non comme un accident, mais comme un assassinat ordonné par certains dirigeants du Front, en raison de ses positions social-démocrates et de sa volonté de promouvoir une révolution à l’image de la révolution costaricienne de 1948 et non de la Cuba castriste³⁴. Pure conjecture ou fait avéré, cet assassinat fut en tout cas à l’origine de la première dissidence au sein des guérillas du Front, dissidence qui fournit plus tard l’un des premiers noyaux des *contras*, les Milpas³⁵.

Ici encore, ces pratiques s’inscrivent dans le sillage de celles qui furent en usage dès le début du siècle. Les guerres entre libéraux et conservateurs furent aussi des guerres personnelles entre *caudillos* de ces deux nébuleuses³⁶. Sandino, le « Général des hommes libres », comme le prouve sa correspondance, passa une bonne partie de son temps à négocier avec des chefs de bande pour que ceux-ci non seulement lui fassent allégeance et mettent en sourdine leurs rivalités, mais se plient effectivement à ses ordres et coordonnent leurs actions en fonction de ses plans de bataille. Somoza García et ses fils durent eux aussi faire face à des phénomènes analogues au sein de la Garde nationale, où les complots et les luttes d’influences en liaison avec les chefs de file du parti conservateur furent là encore des constantes³⁷.

Enrichissements et prébendes

Pour bon nombre de guérilleros, la participation aux opérations armées ne fut pas seulement le moyen de parvenir à des responsabilités politiques nouvelles, elle fut aussi la voie d’accès à des ressources économiques, et ceci parfois dès les années de guerre. Le fait est évident, à considérer les trajectoires de nombreux sandinistes comme de certains *contras*. C’est dès les lendemains de la révolution du 19 juillet que beaucoup de combattants jouirent de biens acquis grâce à des opérations oscillant entre le pur et simple pillage et l’attribution très officielle de « biens vacants ». Une multitude de logements se trouvèrent en effet abandonnés, soit que leurs propriétaires, liés au régime de Somoza, aient fui à l’étranger, soit que leurs occupants aient cherché un autre refuge pour se protéger des combats passablement meurtriers et destructeurs. Des maisons se trouvèrent vacantes avec les biens qu’elles

34 - T. C. BROWN, *The real Contra war...*, *op. cit.*, pp. 23-24.

35 - La thèse de Ronan Jaheny décrit de façon détaillée et convaincante ces phénomènes à León. Ils ne furent pas moins présents sur le Front sud dirigé par Eden Pastora. Le témoignage d’Alejandro Martínez sur le fonctionnement du Front sud publié par TIMOTHY C. BROWN, *When the AK-47s fall silent: Revolutionaries, guerrillas, and the dangers of peace*, Stanford, Hoover Institution Press, 2000, est lui aussi plein de renseignements sur cette hantise du complot nourri dans son cas d’une tentative d’assassinat très réelle.

36 - Voir les mémoires du général Emiliano Chamorro, publiées en 1969 dans la *Revista del pensamiento conservador* (Managua, en plusieurs livraisons).

37 - Les livres de R. MILLET, *Guardians of the dynasty...*, *op. cit.*, pp. 255-344, et de K. WALTER, *El régimen de Anastasio Somoza...*, *op. cit.*, pp. 331-381, décrivent fort bien ces phénomènes.

contenaient. Et si certains d'entre eux, appartenant à des partisans de Somoza ou à des membres de la famille du dictateur, furent très officiellement confisqués et attribués à des responsables politiques et militaires récemment intronisés par la JGRN, d'autres firent l'objet d'appropriations de fait, notamment les automobiles ou les appareils électroménagers. C'est dire que l'on assista à des transferts de propriété qui, sous couvert de « socialisation », ne furent que de simples vols aux dépens de particuliers absents. Les biens de « fonction » firent souvent l'objet d'appropriations privées³⁸. À la veille du renouvellement de l'Assemblée nationale, qui scella la défaite électorale des sandinistes en 1989, les lois dites de la *piñata** légalisèrent, « en raison des services rendus à la révolution », ces transferts de propriété. Si cet enrichissement de tout un personnel politico-militaire fut pour la majorité de ses bénéficiaires éphémère et peu important, il fut pour d'autres durable et considérable. Plusieurs membres de la Direction nationale du FSLN, au premier rang desquels les frères Ortega et Tomás Borge, et toute une série d'officiers des forces armées devinrent de puissants hommes d'affaires à la tête de patrimoines immobiliers dans Managua ou sur la côte Pacifique, de domaines fonciers, comme d'entreprises industrielles nationalisées par la révolution³⁹. Cet enrichissement fut parfois le résultat de spoliations doubles, aux dépens des anciens propriétaires ou de l'État, mais parfois aussi de leurs subalternes. Un grand nombre de militaires, officiers et sous-officiers, mis à la retraite lors de l'arrivée aux affaires de la UNO, en 1990, ne reçurent jamais les indemnités de licenciements que les officiers supérieurs devaient leur répartir, ce qui occasionna les multiples actions de protestation à leur encontre en 1991 et en 1992⁴⁰. Cette *piñata* sandiniste eut son équivalent dans les rangs de la Contra. Alors que la grande masse des combattants s'en retourna à la vie civile avec une aide minime dans le cadre de différents programmes de réinsertion, généralement administrés par l'Organisation des États américains (OEA), différents *comandantes* se firent attribuer, qui des aides spéciales, qui des terres ou des liquidités. Certains d'entre eux imitèrent le comportement de certains hauts responsables sandinistes et volèrent sans vergogne d'anciens compagnons d'armes au nom desquels ils négociaient différents subsides⁴¹. Ces appropriations furent dénoncées publiquement et suscitèrent plusieurs mouvements de révolte parmi les démobilisés de tous bords contre ceux qui

38 - Les informations recueillies par Ronan Jahény dans les archives militaires sandinistes et présentées dans sa thèse dressent un tableau tout à fait parlant de ce phénomène à León et dans les environs de cette ville.

* Surprises que se disputent les enfants lors des fêtes d'anniversaire.

39 - TOM WETZEL, « Nicaragua: "Say hello to the new bosses", no middle ground », *Anti-authoritarian perspectives on Latin America and the Caribbean*, 1, New York, Libertarian Aid for Latin America, 1983, fut le premier à décrire l'apparition de cette nouvelle classe. Voir aussi ROSE SPALDING, *Capitalists and revolution in Nicaragua*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1996, pp. 156-188, sur cette « bourgeoisie rouge ».

40 - On trouvera d'excellentes analyses de ces phénomènes du surgissement des *recompas* et des *revueltos* dans les numéros de 1991 et de 1992 de la revue *Envío*, publiée à Managua.

41 - Cf. G. BATAILLON, « Réflexions... », art. cit., pp. 92-97.

les avaient spoliés, comme de la part de certaines personnes dont les biens avaient été confisqués. Il reste à constater que jamais on ne remit en cause le principe de telles indemnités. La question fut au contraire de savoir comment elles pourraient être étendues ou attribuées plus justement. Le jeu constitua donc à avaliser les prévarications de l'adversaire pour justifier les siennes. Bien des *contras* avancèrent l'argument qu'ils ne faisaient que répéter ce qu'avaient fait les sandinistes. Ces derniers mirent en avant la nécessité de récompenser les « services rendus à la révolution ». Enfin, les petits *piñateros* eurent beau jeu de s'abriter derrière les pratiques des grands. Et ceux-ci eurent souvent l'intelligence de faire bénéficier leurs dépendants directs des mêmes largesses. Et plus d'une fois, on laissa croire aux laissés-pour-compte de ces redistributions qu'ils finiraient eux aussi par avoir leur part.

Là encore, de telles pratiques sont directement héritées d'un passé plus ou moins proche mais bien présent dans la mémoire collective, et l'argument sous-jacent fut souvent allégué dans nombre de débats politiques. Dès le début des années 1980, le parallèle était établi entre la « voracité » du clan Somoza et la « rapacité » de certains dirigeants sandinistes. On plaisanta sur leur même capacité « à s'approprier la plus grosse part du gâteau ». Prévalut l'idée que si l'activité politico-militaire ouvrait indéniablement des droits à des contreparties matérielles, de telles exigences se devaient d'être « décentes ». Ainsi certaines « confiscations » de la révolution, si injustes qu'elles aient été, apparurent comme inévitables, si ce n'est conformes à une sorte de justice. Les critiques à l'encontre d'Anastasio Somoza García, puis de son deuxième fils, Anastasio Somoza Debayle, participèrent du même esprit ; on stigmatisa non pas le souci des bonnes affaires, mais une propension immodérée à celles-ci. On qualifia ainsi de « dictature omnivore » le régime de Somoza Debayle au lendemain du tremblement de terre de 1972, en raison de ses opérations immobilières et des vols commis par la Garde à cette occasion. On avait fait une remarque analogue contre Somoza García lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne nazie en 1944, et de la confiscation des biens des caféiculteurs allemands arrivés au XIX^e siècle. De même, les tractations de Sandino pour que lui soient concédées des terres afin de pouvoir former une coopérative avec ses compagnons d'armes étaient apparues là encore comme une manière normale de récompenser ses fidèles et lui-même. Enfin, les guerres entre conservateurs et libéraux du début du siècle, comme celles du siècle précédent, avaient fait de la spoliation des vaincus une sorte de règle de conduite. Les membres du parti défait étaient dépouillés de la totalité ou du plus gros de leurs biens. Sans doute prit-on parfois soin de laisser une portion congrue aux grandes familles du parti adverse, mais on eut rarement les mêmes délicatesses avec le gros des perdants⁴².

Toutes ces guerres furent aussi l'occasion de considérables enrichissements ou d'améliorations notables du mode de vie des hommes d'armes tout au long des hostilités. Nul doute pourtant que les conditions d'existence des guérilleros sandinistes n'aient souvent été d'une extrême précarité, comme le montrent les

récits d'un Omar Cabezas, de Carlos Quintero ou de Hugo Torres⁴³. Ils mettent à juste titre l'accent sur la faim et le dénuement extrême dans lequel ils se trouvèrent plus d'une fois, notamment dans les années 1970, lorsqu'ils en furent réduits à nomadiser dans les montagnes centrales du pays. Il faut faire remarquer cependant que cette expérience, qui fut aussi celle des premiers noyaux de la Contra, n'était en rien générale. Elle fut celle du petit nombre des pionniers de ces deux mouvements. Beaucoup d'entre eux bénéficièrent en revanche par la suite de formations militaires et politiques, qui à Cuba et dans les pays socialistes, qui dans les armées centre-américaines, ou, pour une poignée, chez les militaires argentins. Le gros des bataillons guérilleros fut intégré dans des contextes où, si l'abondance ne fut jamais la règle, les conditions matérielles étaient infiniment moins spartiates. Ce phénomène devient évident si l'on considère les conditions de vie des milieux sociaux dont provenait la majorité des guérilleros. Que l'on pense aux *muchachos* s'improvisant combattants du Front lors de l'insurrection finale en 1979 dans la ville de Managua ou de León. Charrasca est emblématique à ce titre. Lui-même et beaucoup de ses compagnons d'armes vivaient dans une extrême pauvreté et faisaient partie du secteur dit informel. Les ruraux, souvent journaliers agricoles, qui se joignirent aux combattants des villes de la zone caféière, connaissaient eux aussi un grand dénuement. Comme le racontent ceux qui travaillaient à la cueillette du café, la participation à l'insurrection leur donna accès à une nourriture souvent plus variée et meilleure que celle qu'ils consommaient habituellement ; ils purent aussi se vêtir et se chausser. Le phénomène est encore plus net si l'on évoque la vie matérielle des *contras*. Ils bénéficièrent, eux et leur famille, de l'aide du HCR dans les camps de réfugiés honduriens et de soins médicaux comme ils n'en avaient probablement jamais reçus auparavant. Ces faits ne sont nullement négligeables si l'on considère les pénuries qu'endurèrent les Nicaraguayens à l'époque sandiniste, et plus particulièrement les ruraux pendant la période dite du « communisme de guerre » (1985-1987). Quant aux dirigeants de l'opposition armée, ils eurent accès à des salaires et à des prébendes qui firent d'eux des hommes riches ; le ralliement à l'anti-sandinisme fut pour eux une excellente affaire, économiquement parlant. Ici aussi, les détournements de fonds et les abus furent monnaie courante. On vola sans vergogne les fournitures matérielles aux familles des combattants et les fonds affectés à l'achat de nourriture ou d'équipement. On connut des phénomènes analogues dans les rangs sandinistes où, ici encore, la concussion et l'enrichissement allèrent bon train sous l'embargo nord-américain. Bien des chefs de guerre des deux camps menèrent grand train et rivalisèrent dans les dépenses somptuaires, qui dans les magasins réservés aux diplomates de Managua, qui dans les restaurants et les lieux de plaisirs à Tegucigalpa, San José ou Miami⁴⁴.

43 - OMAR CABEZAS, *La montaña es algo más que una inmensa estepa verde*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1982 ; C. QUINTERO et S. RAMÍREZ, *La marca del Zorro...*, *op. cit.* ; H. TORRES, *Rumbo norte...*, *op. cit.*

44 - Se reporter aux travaux déjà cités de Tom Wetzell et Rose Spalding, et, plus *mezzo voce*, à *Adios muchachos*, de Sergio Ramírez. Le livre de MANUEL GIRÓN, *Exilio S. A.*, San José, Ediciones Radio Amor, 1984, donne des descriptions tout à fait réelles de ces

Au regard des expériences passées, l'amélioration des conditions matérielles durant les guerres elles-mêmes n'est pas non plus une nouveauté ; elles diffèrent pourtant sur un point capital, le mode de financement des guerres. Quels que fussent les appuis étrangers, en hommes et en armes, dans les guerres des années 1910 et lors des affrontements entre Sandino et la Garde nationale, il fut toujours réduit et ne concerna qu'un tout petit nombre d'acteurs⁴⁵. Ces guerres ont été fondamentalement financées par des prélèvements, plus souvent forcés que volontaires, sur les populations des régions où opéraient les armées en campagne. Sandino s'appropriait ainsi une mine d'or et eut très systématiquement recours au système des « garanties », là encore en vigueur durant les guerres précédentes. Ce système consistait à exiger un impôt de guerre en échange d'une protection contre de possibles dommages, sous peine de se voir appliquer les représailles les plus sévères⁴⁶. S'ajoutèrent à ce système des prélèvements en gros et petit bétail, en nourriture, en vêtements et en porteurs. C'est dire que les groupes armés vécurent aux dépens des populations civiles, forcées de collaborer pour sauver leurs vies – et partie de leurs biens pour les plus riches. À l'inverse, la guerre contre Somoza, dans sa dernière phase, tout comme celle entre sandinistes et *contras*, furent littéralement prises en charge financièrement par des puissances étrangères. Les sandinistes reçurent un appui financier et militaire du Costa Rica, de Cuba, de Panama, et du Venezuela. Dès 1980, l'aide fournie aux sandinistes par les pays communistes fut tout à la fois massive et décisive, comme le fut à partir de 1982 celle des États-Unis et de certains de leurs alliés pour les différents groupes de l'opposition armée. Du coup, le volume de telles aides de même que l'absence à peu près complète de contrôle sur leur emploi facilitèrent grandement toutes les opérations d'enrichissement personnel. Mieux, la volonté des parrains de chacun des clans combattants de soutenir coûte que coûte leurs champions respectifs permit à ces pratiques de ne pas être mises en question. Et si les opérations de maraudes ne disparurent pas totalement, il fut infiniment plus efficace et lucratif de détourner l'argent des bailleurs de fonds étrangers que de faire pression sur les populations civiles.

L'ordre et la barbarie

La place éminente de la violence et de la guerre dans l'histoire nicaraguayenne est toutefois incompréhensible si l'on ne tient pas compte des conceptions du politique en vogue tout au long de la plus grande partie du siècle passé. L'idée d'une nation nicaraguayenne fut pour le moins problématique. Comme l'écrivit

phénomènes de concussions au sein de la Contra. Il est confirmé par les enquêtes parues dans la presse nord-américaine de l'époque lorsque le scandale de l'Irangate éclata, en 1987, notamment dans le *New Republic* (Washington).

45 - Voir les mémoires de Pedro Joaquín Chamorro sur Olama y Mollejones, *Los Somoza, estirpe sangrienta*, Mexico, Costa Amic, 1957, comme le témoignage d'Alejandro Martínez, déjà cité, in T. C. BROWN, *When the AK-47s fall silent...*, *op. cit.*

46 - Cf. M. J. SCHROEDER, « *To defend our nation's honor* »..., *op. cit.*, pp. 211-301.

Sarmiento dans un essai sur l'Amérique centrale : « L'Amérique centrale a fait un État souverain de chaque village »⁴⁷ ; et le meilleur observateur du Nicaragua dans les années 1960, le politologue nord-américain Charles Anderson, qualifia ce pays de « nation désintégrée »⁴⁸. De fait, des années de Zelaya à celles des sandinistes, les Nicaraguayens ne se percevaient nullement comme membres d'une nation composée d'individus égaux devant la loi ; ils se sentaient d'abord membres d'un lignage familial, puis d'une ville ou d'un village et, ce faisant, d'une faction politique. Granada et son hinterland étaient les terres d'élection des conservateurs, tandis que León et les territoires qui l'entourent étaient libéraux. On n'était d'ailleurs pas membre du parti libéral ou conservateur, mais de l'une de leurs nombreuses factions, et pas davantage un électeur ou un militant anonyme, mais on était pris dans des relations de fidélité, en fonction de sa naissance puis de ses actions au service d'un patron. Ce localisme et ces relations de dépendant à protecteur restèrent un mode de définition de soi et ne furent nullement l'apanage de ruraux restés en marge de la modernisation et du progrès. L'empreinte de telles définitions se fit ressentir dans les secteurs sociaux les plus en contact avec la modernité. Les remarques formulées par François Chevalier sur l'omniprésence des « liens personnels » dans le jeu politique du Nicaragua d'Anastasio Somoza García, peuvent s'appliquer sans risque d'erreur jusqu'à la fin de la guerre sandiniste/*contras*⁴⁹. Les Nicaraguayens conçurent leur pays comme une juxtaposition de corps hétérogènes, chacun regroupé derrière leurs chefs et leurs proches qui devaient assistance et protection à leurs dépendants. L'État et son administration restèrent embryonnaires jusqu'aux entreprises modernisatrices d'Anastasio Somoza García (1934-1956)⁵⁰. L'appareil d'État restait entre les mains d'une étroite élite, partagée entre les clans conservateurs et libéraux. Les postes de la fonction publique étaient répartis en fonction des affinités politiques et après des accords entre les chefs de factions. La première armée nationale, la Garde du même nom, ne fut formée que dans les années 1930, et celle-ci resta toujours un groupe de prétoriens au service de la famille Somoza. L'idée d'une nation formée de citoyens, tout comme celle d'un territoire national où l'État serait présent et marquerait son emprise de façon uniforme, n'avait que peu ou pas de sens jusqu'à la révolution sandiniste. À bien des égards, la révolution sandiniste, avec son projet de transformation sociale du pays, fut un accélérateur de l'intégration nationale et, paradoxalement, la volonté de sortir du cycle de violence a scellé une unité nationale qui, jusque-là, ne relevait que de l'invocation.

47 - Cité dans MARIO RODRÍGUEZ, *Central America*, New Jersey, Englewood Cliffs, 1965, p. 49.

48 - CHARLES ANDERSON, « Nicaragua, the Somoza dynasty », in M. NEEDLER (éd.), *Political systems of Latin America*, Princeton, D. Van Nostrand Company Inc., 1964, pp. 91-111.

49 - FRANÇOIS CHEVALIER, « Caudillos et caciques en Amérique, contribution à l'étude des liens personnels », in *Mélanges offerts à Marcel Bataillon*, Bordeaux, Féret & fils Éditeurs, 1962, pp. 30-47.

50 - Sur le développement de cet appareil d'État, voir K. WALTER, *El régimen de Anastasio Somoza...*, *op. cit.*, pp. 119-210, et R. MILLETT, *Guardians of the dynasty...*, *op. cit.*, pp. 255-296.

Cette place éminente de la violence dans le jeu socio-politique se rattache aussi à des conceptions du politique qui lui font une place nodale. À la différence des Européens et des Nord-Américains et à l'image du restant des Latino-Américains, les Nicaraguayens nourrissent des doutes quant à la capacité du social à s'autoréguler, que ce soit au travers des mécanismes du marché, ou par l'expression de la volonté générale. Pour reprendre les termes de Daniel Pécaut, a longtemps prévalu l'idée que le social livré à lui-même était voué à l'inachèvement et à la barbarie⁵¹. D'où ce corollaire qu'il n'était de social qu'organisé « par en haut ». Les conceptions du politique octroient à l'ordre et à la violence des places centrales et complémentaires. Les acteurs politiques ont donc pour tâche de mettre en forme le social. La violence est bien évidemment, dans ce contexte, l'une des modalités d'action légitime, afin d'éviter le chaos barbare ou d'y répondre. On discerne la force de cet imaginaire dans la peinture que firent les Nicaraguayens de leur histoire. Nombre d'écrivains et d'historiens ont une prédilection pour les récits de batailles et les portraits de héros guerriers et civilisateurs, même s'ils tiennent aussi à stigmatiser ces mœurs barbares. Ils s'interrogent également de façon lancinante sur la décomposition sociale qui, à leurs yeux, menace les classes populaires, pour peu qu'elles soient livrées à elles-mêmes⁵².

Ces concurrents ne sont pas seulement les partis politiques mais, comme l'a indiqué C. Anderson, « tout individu ou groupe qui cherche à voir réaliser ses demandes et à contrôler la désignation des valeurs pour la société au travers de la machinerie de l'État, ou à légitimer une source de pouvoir donnée face à la société au travers de l'exercice d'une capacité de pouvoir ». Négocient ainsi côte à côte des acteurs hétérogènes : des institutions comme les forces armées ou l'Église, des fractions de celles-ci, des partis politiques, des associations professionnelles ou des groupements d'intérêts économiques, des communautés territoriales ou ethniques, des lignages, sans compter des groupements étrangers telles les firmes transnationales, les partis politiques et les forces armées de pays voisins, voire les représentants des différentes administrations nord-américaines. Ces modes d'action offrent maints parallèles avec ceux que mit en lumière François-Xavier Guerra dans son analyse des *pronunciamientos* dans le Mexique du XIX^e siècle⁵³. Le soulèvement armé est, d'une certaine, façon, toujours négocié et annoncé. Il est précédé de véritables consultations pour signifier soit que l'on désire obtenir des rectifications de la politique en cours, soit que l'on veut prendre pied sur la scène politique.

51 - DANIEL PÉCAUT, *L'ordre et la violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1987, pp. 9-15.

52 - Voir, par exemple, JOSÉ CORONEL URTECHO, *Reflexiones sobre la historia de Nicaragua de Gainsa a Somoza*, Managua, Colección cultural de Centro América, Banco de América, [1962] 2001. Le roman d'ADOLFO CALERO, *Sangre Santa*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, [1946] 1993, ou encore l'essai de PABLO ANTONIO CUADRA, *El Nicaragüense*, Managua, Ediciones El Pez y la Serpiente, [1967] 1981, participant de ce même état d'esprit.

53 - FRANÇOIS-XAVIER GUERRA, « El pronunciamiento en México: practicas e imaginarios », *Trace*, 37, « Discursos, prácticas y configuraciones del poder », 2000, pp. 95-111.

Cette vision du politique comme un système de négociation entre des concurrents pour le pouvoir va de pair avec un accord implicite sur le fait que ce système peut accueillir de nouveaux concurrents, pour peu que ceux-ci fassent la preuve de leur « capacité de pouvoir ». Il est en revanche impossible d'écarter l'un de ces associés rivaux, même au cas où ses ressources viennent à diminuer ou à disparaître. Il y a seulement deux exceptions à cette règle tacite : lorsqu'un nouveau venu prétend éliminer du jeu des négociations un concurrent plus ancien, ou lorsque l'un des concurrents tente d'évincer l'un ou la totalité de ses rivaux. Dans ces cas, les différents associés se liguent pour exclure, à tout le moins momentanément et parfois durablement, le nouveau venu ou le concurrent qui prétend à l'hégémonie sans partage sans respecter le code de la vie politique⁵⁴.

Ces conceptions sont adossées à deux autres schèmes, les uns issus du *ius naturalis*, les autres de la conception augustinienne de l'autorité. On ne conçoit pas de droits abstraits garantis par un État neutre et impartial ; prévaut en revanche l'idée qu'existe une sorte de loi naturelle que les gouvernements se doivent de respecter. Tout manquement à celle-ci est ressenti comme une intolérable agression contre la personne et une atteinte à l'honneur. Et toute atteinte de cette sorte demande réparation. Ainsi, les victimes de tels manquements se sentent justifiées d'en appeler au respect de « leur droit » et au rétablissement de leur honneur, au besoin par les armes⁵⁵. Enfin, comme dans toute cité chrétienne bien ordonnée, la *senior pars* doit aider la *minor pars*, tout comme la *libido dominandi* se doit d'être contrôlée.

C'est au regard de ces particularités politiques et sociologiques qu'il convient d'évaluer tant la guerre contre Somoza que les affrontements entre les sandinistes et la Contra. La première comme les seconds correspondent au cas de figure où l'un des concurrents pour le pouvoir entendit régner sans partage en écartant ses rivaux, et les parallèles avec d'autres moments de l'histoire nicaraguayenne, telle la lutte contre Zelaya, sont évidents. Souvenons-nous des contextes qui prévalurent en 1978-1979 puis en 1980-1982. Dans le premier cas, Anastasio Somoza Debayle était déjà dans une situation critique du fait de son incapacité à suivre le *modus vivendi* établi par son père et poursuivi par son frère Luis. Loin de faire une place aux différentes factions conservatrices, Somoza Debayle n'eut de cesse, dès les lendemains du tremblement de terre de 1972, de régner sans partage. De telles pratiques ne tardèrent pas à resserrer les rangs des fractions rivales de la nébuleuse conservatrice qui firent leur le programme de l'opposant de toujours aux Somoza, Pedro Joaquín Chamorro. En janvier 1978, son assassinat entraîna une nouvelle lecture de la situation. Attribué aux hommes de main du

54 - « Central American political parties: a functional approach », *The Western political quarterly*, XII, 1962, pp. 125-139 ; et *Cambio político y económico en América latina*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, [1967] 1974, pp. 102-131.

55 - Cet aspect a été souligné par RICHARD MORSE, « L'héritage de l'Amérique latine », in L. HARTZ (dir.), *Les enfants de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1968, pp. 136-185 ; *Id.*, *El espejo de Prospero*, Mexico, Siglo XXI, 1982.

fils du dictateur, ce meurtre apparut comme une transgression majeure des règles du jeu politique. En effet, l'emploi de la violence la plus brutale à l'encontre d'opposants marginaux sur la scène politique, tels les membres du Front sandiniste, ou de dépendants des ténors de la politique nicaraguayenne, était toléré. De tels gestes représentaient un préalable à d'inévitables négociations. En revanche, l'assassinat d'un *alter ego* de Somoza ne pouvait que disqualifier son supposé commanditaire. Il n'était plus alors d'autre voie possible que l'élimination par la force du contrevenant aux règles régulant l'emploi de la violence entre les associés rivaux. Une telle issue apparut inévitable non seulement à la pléiade d'opposants « bourgeois » au dictateur, mais aussi à certains de ses proches. On en vit ainsi quelques-uns tentés d'en appeler à une « sortie dans l'honneur » et à un nouveau pacte entre conservateurs et libéraux. Par ailleurs, la condamnation très nette des pratiques de la dictature par l'Église nicaraguayenne, comme autant d'incarnations du péché et les menaces d'excommunication à l'encontre des membres de la Garde nationale, fit de la lutte contre Somoza une sorte de croisade pour refonder une cité chrétienne.

La situation fut la même au début de la décennie 1980. Le pacte conclu entre les multiples segments de l'opposition à la veille de la chute de Somoza mit en place une nouvelle répartition des rôles sur la scène politique. Les sandinistes y conquièrent d'emblée des positions de force, tout à la fois au sein de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale, où ils furent d'emblée majoritaires, comme au sein du cabinet ministériel et du Conseil d'État. Il fut admis par l'ensemble des acteurs qu'une telle montée en force était légitime, en raison de leur rôle dans la chute du dictateur. C'est pourtant dès les lendemains de leur prise de fonction que les sandinistes multiplièrent les initiatives pour imposer leur « hégémonie », et ce de deux façons. Ils exercèrent les pressions les plus brutales dans les campagnes du centre et de l'est du pays pour obliger les paysans à participer à leurs organisations de masse ou à entrer dans la nouvelle armée, n'hésitant pas à assassiner certains dirigeants locaux rétifs à ce nouvel encadrement. Ils persécutèrent parallèlement leurs rivaux révolutionnaires, les trotskistes, les maoïstes du journal *El Pueblo* et les syndicalistes du Parti socialiste nicaraguayen qui refusèrent de se fondre dans le nouveau syndicat unitaire, la Confédération sandiniste du travail, placée sous le contrôle du FSLN. Ils multiplièrent parallèlement leur travail de noyautage de l'appareil d'État. Dès septembre 1979, un des membres de la direction nationale du FSLN, Humberto Ortega, fut promu à la tête des forces armées ; et, quelques mois plus tard, différents ministres « bourgeois » furent remplacés par des fidèles des sandinistes. Ils n'eurent ensuite de cesse d'obtenir la majorité au Conseil d'État, le pouvoir législatif provisoire, en y faisant siéger de nouveaux membres issus de leurs organisations de masse, décision qui entraîna la démission en avril 1980 des deux membres non sandinistes de la Junte, Alfonso Robelo et Violeta Barrios de Chamorro. Les réactions de leurs alliés d'hier rappelèrent en tout point celles des multiples opposants à Somoza au lendemain du tremblement de terre. Comme durant les années 1970, la majorité des acteurs sociaux politiques opta pour des démonstrations de force conçues comme autant de préalables à de

nouveaux arrangements au sommet, ou encore pour des accords *ad hoc* aux dépens de leurs rivaux les plus immédiats⁵⁶.

L'entrelacement du religieux et du politique

Cette idée, que livré à lui-même, le social n'est que chaos va de pair avec celle que le dogme catholique est d'une certaine façon la clé de voûte de l'ordre social. Le fait est patent en temps de troubles : les signes du divin servent alors à guider les hommes, et l'Église a plus que jamais le devoir d'orienter les actions des laïcs. Et si certains tentent de mettre en cause cette croyance, les formes mêmes de leurs critiques se disent toujours dans un langage pour le moins religieux.

Cet entrelacement du religieux et du politique fut on ne peut plus visible lors des événements qui marquèrent les prémices du clivage entre les sandinistes et leurs opposants. Au-delà des épreuves de force qui, comme on vient de le voir, marquèrent la fin de l'année 1979, deux événements amenèrent différents acteurs socio-politiques à juger que l'heure n'était plus au pactisme et aux arrangements mais à l'affrontement sans merci : les apparitions de la Vierge à Cuapa, entre avril et octobre 1980, et l'assassinat de Jorge Salazar, le dirigeant du Conseil supérieur de l'entreprise privée, le 17 novembre 1980. À chacune de ses apparitions, la Vierge en appela à l'esprit de conciliation des Nicaraguayens et stigmatisa « la haine de classe » professée par les sandinistes. Loin de passer inaperçus, ces miracles furent au contraire puissamment relayés par *La Prensa*, le journal de feu Pedro Joaquín Chamorro et de doña Violeta, et par la hiérarchie catholique, en la personne de l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo. Les éditoriaux de ce journal comme les prêches du prélat mirent l'accent sur le nécessaire retour à l'esprit de conciliation qui avait prévalu lors de la mise sur pied des premiers organes provisoires de gouvernement. La réponse des sandinistes fut perçue par leurs rivaux comme identique à celle de Somoza. Début novembre, au lendemain de la dernière apparition de la Vierge, Alfonso Robelo convoqua ses partisans et les membres de son parti, le Mouvement démocratique nicaraguayen, à une réunion à Nandaïme. Cette réunion, pourtant parfaitement légale, fut l'objet des attaques des troupes de choc du FSLN, ce qui empêcha la tenue de ce rassemblement. Peu après, le 17 novembre, le responsable du COSEP, qui complotait avec des secteurs dissidents des forces armées, fut attiré dans un guet-apens par la police et froidement

56 - Sur les tensions au cours des premiers mois de la révolution sandiniste, voir JORGE ALANÍZ PINELL, *Nicaragua, una revolución reaccionaria*, Mexico, Kosmos-Editorial, 1985 ; T. C. BROWN, *The real Contra war...*, *op. cit.*, pp. 13-68 ; JEAN-MICHEL CAROIT et VÉRONIQUE SOULÉ, *Nicaragua, le modèle sandiniste*, Paris, Le Sycomore, 1981 ; SHIRLEY CHRISTIAN, *Nicaragua revolution in the family*, New York, Random House, 1985 ; ELVYRA SANABRIA et OCTAVIO SANABRIA, *Nicaragua: diagnóstico de una traición, el Frente Sandinista de Liberación Nacional en el poder*, Madrid, Plaza y Janes, 1986 ; DANIEL VAN EEUVEN, « Nicaragua, l'an II de la révolution : hégémonie sandiniste et montée des périls », *Problèmes d'Amérique latine*, 63, 1982, pp. 10-67 ; HENRI WEBER, *Nicaragua, la révolution sandiniste*, Paris, Maspéro, 1981.

abattu. Et lors de l'enterrement de Jorge Salazar, auquel assistèrent nombre des chefs de file de l'opposition naissante aux sandinistes, beaucoup comparèrent cet assassinat à celui de Pedro Joaquín Chamorro.

Rien n'est plus significatif que le tempo des événements. La défaite de Somoza et la mise en place du gouvernement avaient été marquées par toute une série de rites chrétiens qui soulignaient le rôle central du dogme de l'Église catholique. Le nouveau gouvernement, composé des différentes fractions de l'opposition à Somoza, avait prêté serment devant l'archevêque de Managua et un *Te Deum* avait été célébré pour signifier la réconciliation nationale. Devant les nouveaux troubles et les nouvelles tensions socio-politiques qui s'esquissèrent dès la fin de l'année, les acteurs étaient comme liés par ce pacte ayant reçu l'onction de l'Église et, du coup, se devaient d'attendre un signe marquant la fin du temps de la concorde. Les supposées apparitions de Cuapa vinrent à point nommé pour l'Église, qui trouva en elles matière à justifier l'inflexion de sa politique à l'égard des sandinistes, le message délivré étant considéré comme une injonction divine en faveur d'un *reaggiornamiento*. Bien que l'Église n'ait pas pris le risque d'une condamnation *ex abrupto* des sandinistes, et donc de légitimer d'emblée la lutte armée contre eux, elle n'en signifia pas moins la fin de la conciliation. Lors d'un pèlerinage à Cuapa en janvier 1981, en un geste inverse du message du *Te Deum* du 19 juillet 1979, les autorités ecclésiastiques signaient l'avènement d'un temps de la discorde contraire aux enseignements chrétiens⁵⁷. L'Église reprenait en cela sa croisade contre le marxisme, encouragée et poussée par le Vatican, lui-même en lutte contre l'influence de la théologie de la libération dans les Églises latino-américaines; le cas du Nicaragua sandiniste, avec ses prêtres au gouvernement et sa base populaire, représentait un épouvantail à ses yeux. La démission des opposants aux sandinistes de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale avait précédé de peu l'organisation de ce pèlerinage. C'est par deux fois que l'archevêque de Managua donna son onction aux opérations armées, d'abord en faveur des sandinistes, ensuite des *contras*. Fort d'une référence à saint Thomas, il déclara durant l'offensive finale de juin 1978 que la guerre contre Somoza était juste, légitimant ainsi l'insurrection. Interrogé quelques années plus tard sur les actions de la Contra, il accorda de même sa caution aux *contras*, affirmant que David se devait d'employer tous les moyens contre Goliath.

On sent aussi ce poids de la doctrine chrétienne dans la manière dont fut interprétée la mort de Pedro Joaquín Chamorro et de Jorge Salazar, celle de Carlos Fonseca Amador et d'autres combattants sandinistes ou *contras*. Les assassinats des deux premiers eurent tout du sacrifice christique sanctifiant les options qu'ils incarnaient. Alors que bon nombre d'opposants à Somoza se défiaient de Pedro Joaquín Chamorro avant sa mort, il devint une sorte de héros dont les thèses furent désormais celles de toute l'opposition. Son souci de revanche en tant qu'héritier

d'une dynastie de présidents conservateurs, ses manières autoritaires, tout cela fut oublié, et ses appels à la refondation d'une cité délivrée de la barbarie somoziste firent figure de nouveau credo. La place faite à Jorge Salazar chez les *contras* fut en tout point semblable. Sa tentative de complot militaire contre les nouvelles autorités, considérée dans un premier temps comme insensée et contraire à l'esprit de réconciliation, fit ensuite figure de seule voie d'action possible, et son sacrifice fournit la preuve de la vérité d'une telle assertion. La rhétorique des sandinistes n'obéit pas à une autre logique. Eux aussi mirent en avant leur mort pour étayer leurs prétentions à gouverner. Tandis que Pedro Joaquín Chamorro fut proclamé « martyr des libertés », Carlos Fonseca Amador eut son mausolée sur la place où fut intronisée la Junte. Camillo Ortega et Luisa Amanda Espinosa accédèrent à l'immortalité, en donnant respectivement leurs noms à la plus haute distinction militaire de la nouvelle armée et à l'organisation des femmes sandinistes. Les *muchachos* tombés anonymement eurent leurs autels dans leurs quartiers ou sur les lieux où ils furent tués. Dans le cas de Pedro Joaquín Chamorro, des morts sandinistes ou de Jorge Salazar, tout se passa comme si la preuve de la vérité et de la justesse de leurs causes respectives tenait au don qu'ils avaient fait de leur vie. Mieux, de tels sacrifices interdisaient désormais de contester la justesse de leur cause, l'adéquation des moyens aux fins, le devenir de leurs combats. De telles remises en question devinrent quasi sacrilèges. Il fut ainsi longtemps tout aussi impossible de faire entendre le langage du droit aux sandinistes qu'aux *contras*. Les souffrances passées liaient les vivants à l'aura des martyrs, et certaines exactions firent figures de péchés mineurs face aux péchés structurels de l'adversaire, la « barbarie somoziste » ou le « totalitarisme sandiniste ». Le paradoxe de cet emploi de toute une symbolique chrétienne et d'un modèle sacrificiel est qu'il ne fut sans doute jamais aussi présent dans l'histoire nicaraguayenne qu'à la fin du xx^e siècle. Le politique et le religieux ont certes été étroitement mêlés depuis l'indépendance, comme en témoignent les nombreuses références à Dieu dans les différentes constitutions, le rôle éminent de la hiérarchie catholique dans toutes les cérémonies officielles comme l'enseignement du catéchisme catholique dans les écoles publiques du temps des Somoza. Mais les guerres des dernières décennies du xx^e siècle marquèrent incontestablement un temps fort dans cette prégnance des schèmes chrétiens avec la dimension prophétique qu'y acquit l'activité politico-militaire, même si ces dimensions ne furent pas absentes de l'expérience militaire de Sandino⁵⁸.

58 - Sandino fut lui aussi célébré comme une sorte de Christ par deux poètes, Pablo Antonio Cuadra et Ernesto Cardenal, dont bon nombre de Nicaraguayens connaissent les vers. Les *protest songs* des frères Mejía Godoy, qui évoquent Sandino et les combattants sandinistes, participent largement de cette mise en scène chrétienne. Sur l'imbrication du politique et du religieux, voir ROGER LANCASTER, *Thanks to God and the revolution. Popular religion and class consciousness in the new Nicaragua*, New York, Columbia University Press, 1988 ; JOSEPH MULLIGAN, *The Nicaraguan Church and the revolution*, Kansas City, Sheed & Ward, 1991.

L'épuisement des modèles guerriers et la découverte de schèmes démocratiques

La fin des années 1980 fut marquée par l'abandon progressif des schèmes politiques en usage depuis le début du siècle. Une telle remise en cause s'inscrivit dans un contexte international nouveau, infiniment moins favorable au financement de la guerre civile par des bailleurs de fonds étrangers. Épuisée par la course aux armements, l'URSS décida de réduire drastiquement son soutien aux sandinistes à partir de 1987, tandis que les républicains nord-américains furent obligés de faire profil bas face à un Congrès majoritairement démocrate après le scandale de l'Irangate en 1987. Les États-Unis n'apportèrent plus qu'une aide humanitaire aux *contras*. Parallèlement, les efforts diplomatiques du groupe de Contadora⁵⁹, quelle que fût la volonté de ses membres d'appuyer *in fine* les sandinistes, dessinèrent une possible sortie négociée et civiliste des affrontements armés au Nicaragua et dans le reste de l'Amérique centrale. Si cette transformation du contexte international pesa en faveur de l'adoption du plan de paix régional proposé par le président de la République costaricien, Óscar Arias, et de son homologue guatémaltèque, Vinicio Cerezo, son succès s'articula aussi sur une reconfiguration des *praxis* politiques internes. Les élections semi démocratiques de 1984 furent en effet marquées par un double changement : le rejet de l'imaginaire guerrier par l'ensemble des Nicaraguayens et la valorisation de la thématique des droits de l'homme, ce qui signifiait parallèlement la découverte des schèmes démocratiques.

Nul doute que la durée même des affrontements et leur cruauté n'aient joué un rôle capital dans la remise en cause des modèles jusque-là à l'honneur. À la différence des guerres précédentes, y compris celle contre Somoza, la guerre *contras/sandinistes* affecta profondément l'ensemble des populations tant rurales qu'urbaines. Une grande partie des habitants de la Moskitia furent déplacés de force à partir de 1982, réinstallés dans des hameaux stratégiques ou établis dans les zones caféières du centre du pays⁶⁰. Près de 350 000 ruraux des montagnes centrales furent eux aussi soumis aux mêmes processus d'évacuations forcées, cette fois-ci en direction des noyaux urbains⁶¹. À partir de 1983, ce fut l'ensemble de la jeunesse qui fut mobilisée par les groupes belligérants. Les différentes factions de la Contra obligèrent bon nombre de réfugiés à collaborer, les uns comme combattants, les autres comme porteurs ou courriers. Le gouvernement sandiniste institua en septembre 1983, pour la première fois dans l'histoire nicaraguayenne, un « service militaire patriotique » et put mobiliser près de 150 000 hommes, non sans

59 - Constitué en 1983 par la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela.

60 - Voir GILLES BATAILLON, « Cambios culturales y socio-políticos en las comunidades mayangnas y miskitus del río Bocay y del alto Coco (1979-2000) », *Journal de la Société des américanistes*, 87, 2001, pp. 376-392 ; et *Id.*, « Wangki/Rio Coco : de l'après-guerre aux catastrophes naturelles », *Journal de la Société des américanistes*, 88, 2002, pp. 260-278.

61 - Voir CARLOS VILAS, *Mercado, Estados y revoluciones. Centroamérica, 1950-1990*, Mexico, UNAM, 1994, p. 222.

susciter des réactions de résistance à cet enrôlement⁶². Si les débuts des affrontements *contras*/sandinistes virent affluer les recrues dans les deux camps, le prolongement du conflit s'accompagna d'un désenchantement massif. Côté Contra, les combattants réalisèrent que, contrairement à leur attente, la guerre serait tout à la fois longue et coûteuse en vies humaines. Ils découvrirent aussi le double langage des États-Unis, notamment au lendemain de l'invasion de la Grenade en décembre 1983. Alors que les conseillers américains leur avaient fait miroiter une intervention similaire pour 1984, ils restèrent spectateurs cette année-là, lors des élections qui donnèrent un regain de légitimité aux sandinistes aux yeux de l'opinion publique internationale. Pis, ils firent l'expérience d'apparaître comme des parias aux yeux de la plus grande partie de la presse internationale ou des membres du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). Loin de voir en eux les « paladins de la liberté » vantés par l'administration Reagan, ils furent stigmatisés comme autant de bourreaux entraînés par la CIA⁶³. Et les chefs de la Contra se virent aussi reprocher d'avoir promis une victoire rapide aux réfugiés qui les avaient suivis dans leur exil. Enfin, dès 1985, ces derniers dénoncèrent aux autorités du HCR les pressions des *contras* à leur égard. Côté sandiniste, les combattants et leurs familles découvrirent rapidement les aspects les plus meurtriers de la guerre. Mal préparés militairement, les conscrits envoyés dans les zones de guerres, furent décimés dans les embuscades tendues par les guérilleros de l'opposition armée. De fait, beaucoup de jeunes gens jusqu'alors favorables aux sandinistes virent en eux les représentants d'un pouvoir militaire aux allures totalitaires qui les envoyait à une mort certaine. La guerre leur fit enfin découvrir les manières de « seigneur de la guerre » de certains officiers et sous-officiers sandinistes. Plus d'une recrue fut en effet confrontée aux brutalités et aux sévices exercés par les militaires contre les paysans soupçonnés d'appuyer l'opposition armée ; beaucoup furent révoltés par ces exactions.

À partir de 1985, différentes voix dissidentes commencèrent à se faire entendre tant au sein de la nébuleuse sandiniste qu'au sein de la Contra en faveur d'un arrêt de la guerre. Par-delà leurs différences, ces critiques posèrent le diagnostic suivant. Loin d'être des remparts contre un adversaire barbare et seulement désireux d'en finir avec les affrontements armés pour poursuivre la construction d'une société socialiste ou instituer la démocratie, les responsables sandinistes comme les dirigeants de l'opposition armée furent considérés comme autant de profiteurs de guerre avant tout soucieux d'établir un pouvoir dictatorial et de justifier les prébendes qu'ils en tiraient. On parla ainsi du « verticalisme » des commandants

62 - Voir ALAIN ROUQUIÉ, *Guerres et paix en Amérique centrale*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 252.

63 - La lecture des articles parus dans la presse internationale révèle, à de rares exceptions près (Charles Vaneckhe, dans *Le Monde*, 5 janvier 1983 ; Shirley Christian, dans ses reportages parus dans *The Miami Herald* durant les années 1980), à la fois une méconnaissance de la situation et des préjugés favorables aux sandinistes. Il faudra attendre les années 1986 et 1987 pour que la perception de la presse change, notamment suite à la publication dans le *New York Review of Books* et dans le *Village Voice* (New York) d'articles à la fois critiques et informés sur le sandinisme. Enfin la presse de droite se discrédita durablement grâce au « faux » du *Figaro* sur les Miskitu en 1982, et ne fut jamais capable d'aller enquêter sérieusement au Nicaragua ou dans les camps de réfugiés.

de la révolution, des privilèges de leur entourage et de leurs proches. La revue des jésuites de l'université centre-américaine (UCA), *Pensamiento propio*, publia dès 1985 les entretiens de combattants Miskitu ayant accepté l'amnistie et qui justifiaient leur participation à l'opposition armée de 1981 à 1985. Elle publia l'année suivante les déclarations du président de l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs (UNAG), qui dénonçait les exactions commises dès les lendemains de la révolution par les responsables du FSLN dans les campagnes au nom de la lutte contre « les bourgeois » et « la contre-révolution »⁶⁴. Parallèlement, les discussions sur le futur statut d'autonomie de la côte atlantique ébranlèrent bien des certitudes. En effet, quelle qu'ait été la part des calculs tactiques d'un Tomás Borge dans son appui au projet, les négociations menées par Orlando Núñez et Manuel Ortega furent comme un coin enfoncé dans le dogme sandiniste. À travailler à la préparation de ce statut voté en 1987, les législateurs reconnaissaient dans les faits l'iniquité de la guerre menée contre les Miskitu.

Différents membres de l'opposition armée basés au Costa Rica, plus spécifiquement l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) d'Eden Pastora, Alfonso Robelo et Brooklyn Rivera stigmatisèrent dès 1982 les exécutions sommaires et les autres atrocités commises par leurs rivaux basés au Honduras. De telles dénonciations ne furent pas seulement dictées par le sens moral mais aussi par la volonté d'obtenir la meilleure part de la manne nord-américaine ; elles ouvrirent en tout cas une brèche dans le raisonnement ami/ennemi qui légitimait les pires crimes au nom des « nécessités de la guerre ». Enfin, les déclarations d'Arturo Cruz affirmant sa volonté, dès mars 1987, d'opter pour la voie civique, n'hésitant pas à comparer les actes des *contras* à ceux des conquistadors, inaugurèrent une nouvelle manière de réfléchir sur les échecs de l'action armée. Au regard des particularités de l'histoire nicaraguayenne et des effets destructeurs de la Conquête⁶⁵, une telle comparaison eut un effet dévastateur. Plus encore, elle vit refaire surface la notion de génocide qui avait été utilisée avec succès par les sandinistes, et le groupe des Douze, leurs porte-parole, dans leurs campagnes contre Somoza, puis reprise, une fois de plus à tort, par certains journalistes ou activistes des droits des peuples indigènes dans leurs dénonciations des exactions commises à l'encontre des Miskitu. On posa ainsi une sorte d'équivalence entre les massacres commis lors de la Conquête au XVI^e siècle, les actions de la Garde nationale de Somoza lors de la répression de l'« Insurrection finale » en 1979, les destructions opérées par les sandinistes lors des transferts forcés des villages Miskitu et Mayangna en 1982, et les barbaries commises par les *contras*. Enfin, après avoir légitimé les deux dernières guerres civiles, le cardinal archevêque de Managua appela lui aussi à l'abandon de la voie armée et à des négociations à partir de 1986.

64 - Déclarations de Uriel Vanegas (*el Rubio*), commandant Miskitu, et négociateur du premier cessez-le-feu durable entre les Miskitu et l'EPS, la paix de Yulu, en 1985, et du président de l'UNAG : C. VILAS, *Mercado, Estados y revoluciones...*, *op. cit.*, p. 231.

65 - Se reporter à l'édition qu'a donnée Louise Bénat-Tachot de la chronique de GONZALO FERNÁNDEZ DE OVIEDO, *Singularités du Nicaragua de Gonzalo Fernández de Oviedo (1529)*, Paris, Chandeigne/Presses universitaires de Marne-la-Vallée, 2002.

Loin de rester isolées, ces critiques entrèrent en résonance avec la thématique de la défense des droits de l'homme. Celle-ci occupa une place centrale dans la rhétorique anti-somoziste, notamment auprès de l'Organisation des États américains, comme par la suite dans celles de leurs premiers opposants. Mieux, les droits de l'homme devinrent une manière de nouvel étalon pour juger la révolution et les projets de ses opposants. On vanta le rétablissement des libertés fondamentales et le traitement humain des gardes nationaux faits prisonniers, on loua le « notre vengeance sera le pardon » du nouveau ministre de l'Intérieur, Tomás Borge. Nul doute que, dans le camp des sympathisants de la révolution comme dans celui de ses détracteurs, un tel engouement pour les droits de l'homme n'ait eu au départ une dimension avant tout tactique. Les uns et les autres firent usage des droits de l'homme en sachant les espoirs qu'ils soulevaient et la faveur qui les entourait en Europe et en Amérique du Nord. Mais la plupart restaient étrangers aux principes démocratiques et libéraux qui les fondent. Les noyaux dirigeants des sandinistes comme les premiers *contras* en étaient aux antipodes. Il reste que les manœuvres qui consistèrent à appuyer les organisations de défense des droits de l'homme, conçues comme autant d'officines de propagande contre l'adversaire, furent grosses d'effets pervers. Nombre de leurs membres prirent alors leur mission au sérieux et, soucieux de reconnaissance internationale, dénoncèrent non seulement les crimes de l'adversaire, mais aussi ceux émanant des groupes armés de leur mouvance.

Ces mises en cause conduisirent à réévaluer le rôle des acteurs armés comme les modalités de l'action politique. Jadis perçus comme autant de héros civilisateurs, ces acteurs en vinrent à faire figure d'incarnations du chaos, non seulement auprès de leurs adversaires mais aussi dans leur propre camp. La caution morale des différentes fractions de l'Église leur fit désormais défaut. Les figures de l'ordre et de la violence, jadis valorisées comme les schémas politiques les plus propices à l'instauration d'un ordre légitime furent tenues en suspicion. C'est ainsi que l'on assista à une valorisation des schémas politiques démocratiques. L'organisation d'élections libres pour désigner les gouvernants apparut tout à la fois comme la suite naturelle de telles remises en cause et la seule solution possible.

Ces élections furent certes mises en place à l'issue d'un arrangement au sommet entre les sandinistes et les chefs de file de l'opposition, regroupée au sein de l'Union nationale d'opposition ; arrangement qui eut l'aval du cardinal comme des jésuites. Mais, à la différence des pactes antérieurs entre conservateurs et libéraux tout au long des années de la dynastie Somoza, entre les sandinistes et les opposants à Anastasio Somoza Debayle de 1979 à 1982, les élections générales de février 1990, contrairement à celle de 1984, s'organisèrent non pour inviter les Nicaraguayens à appuyer une formule de gouvernement imaginée par les différentes composantes de l'élite de la société mais, cette fois-ci la *senior pars* les convoqua pour faire librement usage de leur parcelle de souveraineté. Cet usage de la souveraineté populaire fut d'ailleurs étendu. Les maires et les conseillers municipaux seraient désormais élus au suffrage universel, alors que Somoza García les désignait. Les différentes forces en présence reconnurent que la sagesse, l'esprit de modération, autrement dit la « civilisation », consistaient désormais à respecter

la volonté du peuple. Mieux, toute velléité de ne pas respecter la liberté du suffrage et ses incertitudes fut considérée désormais comme signe de chaos. Le style même de la campagne électorale porta la marque de ce nouvel esprit du temps. À la différence des élections de 1984, Daniel Ortega n'eut de cesse de se défaire de son image de guérillero. Et, là encore, contrairement à ce que l'on avait pu voir en 1984, ses proches renoncèrent à l'intimidation des électeurs. La candidate de l'UNO, Violeta Barrios de Chamorro, usa d'une rhétorique absolument nouvelle : elle promit de mettre fin à la guerre et au service militaire, assura que la liberté de vote ne serait pas entravée lors de ces élections et invita aussi la « famille nicaraguayenne » à la réconciliation. C'est dire que ces premières élections démocratiques de l'histoire nicaraguayenne furent le moment de l'institution des pratiques au fondement de la démocratie représentative : des élections libres et répétées où les vainqueurs ne peuvent désormais réduire au silence leurs concurrents malheureux. Le pays a en effet connu depuis lors pas moins de trois processus électoraux (1990, 1996 et 2002)⁶⁶ ; processus tout à la fois passionnément disputés et où les forces concurrentes acceptèrent la sanction des urnes. Peut-être les sandinistes eurent-ils la tentation du coup de force au lendemain de la prise du pouvoir de Violeta Barrios de Chamorro en 1990, comme le prouvent les manifestations violentes de mai-juin 1990, organisées par les syndicats sandinistes. De même, les affrontements entre militaires sandinistes et *contras*, les assassinats qui en ont résultés au début de son mandat, puis les soulèvements des ex-militaires sandinistes et des ex-*contras* laissèrent présager un renouveau de la guerre civile. Il reste que les désirs de revanche de certains secteurs sandinistes ou *contras* tournèrent court, grâce à l'habileté de la présidente et de ses conseillers. La perspective d'une reprise du conflit fit alors figure du spectre d'un retour de la barbarie.

Ce nouvel état d'esprit imprima aussi sa marque dans les institutions, et le lien que Somoza puis les sandinistes avaient noué entre pouvoir politique et force militaire se défit. Tout le jeu politique des Somoza avait consisté à s'appuyer sur la Garde nationale pour dominer le jeu politique ; l'appel à la séparation des pouvoirs civils et militaires fut d'ailleurs l'alpha et l'oméga des critiques formulées contre les Somoza. Pour leur part, les sandinistes eurent une stratégie absolument semblable quand le frère aîné du plus influent des membres de la Junte de gouvernement, Humberto Ortega, fut placé à la tête des nouvelles forces armées. Doña Violeta fut la présidente de la République capable de défaire ces liens. Elle commença par faire prêter au commandant en chef des forces armées serment d'obéissance aux autorités civiles élues. Forte de ce premier réajustement, elle imposa peu après la discussion au Parlement d'un nouveau code de l'institution militaire. Elle limogea ensuite Humberto Ortega et nomma un autre commandant en chef des forces armées. Enfin, elle rebaptisa l'armée populaire sandiniste, qui prit désormais le nom d'Armée du Nicaragua⁶⁷. Et, depuis la fin de son mandat,

66 - Des élections présidentielle et législative doivent avoir lieu en novembre 2006.

67 - Sur les élections de 1990, voir GILLES BATAILLON, « Élections au Nicaragua : réaménagement du système des "concurrents pour le pouvoir" », *Problèmes d'Amérique latine*, 2, 1991, pp. 21-40, et sur le gouvernement de doña Violeta, *Id.*, « Nicaragua : la présidence

c'est tout à la fois les forces armées qui ont disparu de la scène politique et les phénomènes de violence organisée.

Il est un dernier signe de ce nouvel esprit du temps, certes encore timide mais révélateur de ce bouleversement des mœurs politiques. La *piñata* sandiniste d'une part défraya la chronique tout au long du mandat de Violeta Barrios de Chamorro, puis durant celui de son successeur, Arnoldo Alemán; elle conduisit, d'autre part, à une scission au sein du FSLN et à la constitution du Mouvement rénovateur sandiniste, qui regroupa les cadres étrangers à ces pratiques, comme Sergio Ramírez et Henry Ruíz. Cela dit, rien ne fut légalement fait contre ces prévarications qui eurent aussi leurs contreparties chez les *contras* et chez quelques membres de l'UNO. Et des privatisations, comme celles des entreprises sucrières, favorisèrent quelques grandes familles conservatrices. Mais un nouveau pas fut franchi à la fin du mandat d'Arnoldo Alemán. Celui-ci fut inculpé pour des faits de corruption, ainsi que plusieurs de ses proches. Devenu aujourd'hui l'un des deux hommes forts du Parlement avec Daniel Ortega, ce président sortant fut incarcéré à plusieurs reprises pour ces faits, et l'instruction est toujours en cours.

L'analyse des guerres internes en Amérique centrale durant la seconde moitié du xx^e siècle a longtemps opposé la *praxis* des groupes de guérillas à celle des forces armées régulières. L'une naîtrait du refus des groupes dominants d'accéder aux demandes des secteurs subalternes; l'autre viserait *stricto sensu* à la conservation de l'ordre établi. L'une et l'autre seraient dès lors parfaitement antagonistes. L'étude des guerres civiles nicaraguayennes invite à d'autres approches. Depuis le début du xx^e siècle, par-delà les références constitutionnelles au modèle démocratico-libéral, les références à l'ordre et à la violence sont au cœur de l'expérience politique. Et, de ce point de vue, les deux guerres civiles nicaraguayennes des années 1970-1980 reproduisent des schémas mis en place au début du siècle, même si elles prirent aussi place dans ce que l'on appela la « nouvelle guerre froide ». Selon ces codes implicites, les démonstrations de force et l'emploi de la violence la plus brutale à l'encontre des adversaires ne relèvent nullement de l'extraordinaire. Ils furent bien au contraire des modes légitimes de l'action politique préalable à des arrangements entre factions rivales, comme la possibilité pour de nouveaux venus de s'imposer sur la scène politique et, ce faisant, de faire fortune. À considérer la fin de la guerre entre les sandinistes et les *contras* et le cours des événements depuis le mandat de Violeta Barrios de Chamorro, ces pratiques qui ont façonné le xx^e siècle semblent avoir trouvé leur terme. Pour reprendre la formule de Charles Tilly c'est tout un « répertoire de l'action collective » qui semble devenir caduc⁶⁸. La violence et les prébendes qui furent au cœur de l'expérience politique, de ce

Chamorro, l'instauration d'un régime démocratique désenchanté », *Problèmes d'Amérique latine*, 30, 1998, pp. 71-92.

68 - CHARLES TILLY, *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, pp. 527-560.

fait valorisée, sont aujourd'hui devenues illégitimes. Les codes politiques en vigueur sont désormais ceux de la démocratie représentative y compris dans leur fragilité. La barbarie et le chaos ne sont plus du côté des classes subalternes livrées à elles-mêmes, mais des politiciens avides de pouvoir comme de richesses, et peu soucieux des libertés fondamentales.

Gilles Bataillon
Université de Caen

